

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 AVRIL 1913.

Projet de loi portant approbation des Actes internationaux concernant la protection de la propriété industrielle signés à Washington le 2 juin 1911.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle conclue à Paris, le 20 mars 1883, dispose, en son article 14, que cet acte diplomatique sera soumis à des revisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

Des conférences de revision se sont tenues à Rome en 1886, à Madrid en 1890-1891, à Bruxelles en 1897-1900, enfin à Washington en 1911. C'est le résultat des délibérations de cette dernière réunion internationale que, par le présent projet de loi, nous avons l'honneur Messieurs, de soumettre, à votre approbation.

Déjà, lors de la Conférence de Bruxelles, la convention primitive avait subi d'assez notables modifications, consignées dans l'Acte additionnel du 14 décembre 1900. Cet acte avait maintenu la numérotation des articles de la Convention de Paris, et l'on avait adopté, pour désigner certaines dispositions nouvelles, des articles *bis*.

La Conférence de Washington, tout en arrêtant un texte complet de convention, et en réalisant ainsi une sorte de codification qui dispensera de recourir aux actes antérieurs, a jugé utile de conserver l'ancienne numérotation des articles tant de la Convention de Paris que de l'Acte de Bruxelles : les techniciens ont pensé qu'il y aurait grand avantage à maintenir des désignations d'articles auxquelles on est habitué de longue date.

Avant d'aborder l'examen des dispositions nouvelles, il a paru désirable de vous fournir, Messieurs, ces indications d'ordre matériel, de nature à faciliter la comparaison des stipulations de la Convention revisée avec celles des actes antérieurs.

Nous passerons ci-après en revue, dans l'ordre des articles, les principales modifications et adjonctions réalisées par la Conférence de Washington, en envisageant notamment leurs conséquences en ce qui concerne l'application de notre législation sur la matière. Les autres changements introduits par l'Acte du 2 juin 1911 ne nécessitent pas d'explications : le rapprochement des textes anciens et nouveaux en fait ressortir suffisamment la portée et l'utilité.

ARTICLE 2.

L'énumération des branches de la propriété industrielle auxquelles s'applique le principe général de la Convention posé à l'article 2, a été complétée par la mention des modèles d'utilité, des indications de provenance et de la répression de la concurrence déloyale.

Les modèles d'utilité, protégés en Allemagne notamment par une législation spéciale, peuvent être assimilés en Belgique soit aux brevets d'invention, soit aux modèles industriels, suivant leur objet. Il s'ensuit qu'en les comprenant dans la disposition de l'article 2, de même que dans d'autres articles de la Convention, on ne fait que confirmer les conséquences de cette assimilation.

La Convention contenait, on le sait, des dispositions relatives aux indications de provenance, mais elle ne stipulait pas, en ce qui concerne celles-ci, la jouissance, pour les sujets des pays contractants, des avantages accordés par les lois nationales dans les autres pays. La consécration de ce principe par l'article 2 constitue donc une extension de la Convention à des droits d'ailleurs reconnus aux étrangers par la Belgique, en vertu du droit commun, dans les limites où sa législation permet la répression des indications mensongères sur l'origine des produits.

La protection contre la concurrence déloyale était garantie par un article spécial de l'Acte additionnel de Bruxelles. Il était rationnel que le principe en fût inscrit dans la disposition qui détermine l'étendue de la protection assurée par la Convention, quant aux matières qui en font l'objet.

La garantie réciproque des avantages que les lois intérieures de chaque pays accordent à la propriété industrielle constituant l'objet principal de la Convention, il était logique que le bénéfice de ces avantages ne pût être subordonné à des conditions qui en restreindraient l'efficacité, notamment par une obligation de domicile ou d'établissement dans le pays. La dispense de semblable obligation est formellement établie par la disposition finale ajoutée à l'article 2, disposition à laquelle le protocole de clôture (Ad Article 2, b) attribue un caractère interprétatif. Le principe a été reconnu par deux arrêts de la Cour de cassation de Belgique rendus en matière de marques de fabrique.

ARTICLE 4.

Il a été spécifié que le droit de priorité établi en faveur du déposant d'une demande de protection dans un des pays de l'Union profite à l'ayant cause du bénéficiaire.

Il n'était pas superflu de le dire, car si, en principe, les ayants cause jouissent des droits de leur auteur, le bénéfice de la priorité leur a cependant été contesté parce que le texte ne l'accordait expressément qu'au déposant même. Toutefois l'ayant cause devra être lui-même un bénéficiaire de l'Union.

Plusieurs pays imposent des formalités à ceux qui veulent se prévaloir d'un dépôt antérieur. On a reconnu que la revendication du droit de priorité, lorsqu'elle n'est subordonnée à aucune mesure propre à informer le public

de l'existence de celui-ci, exposait les tiers de bonne foi à de graves mécomptes, par suite de l'ignorance d'un dépôt antérieurement effectué à l'étranger.

C'est pourquoi, non seulement on a voulu permettre que chaque pays eût la faculté de réglementer l'exercice du droit de priorité, ce qui était contestable auparavant, mais certaines formalités ont été rendues obligatoires dans toute l'Union, en réservant cependant à chaque pays le droit d'édicter les sanctions, sans que celles-ci puissent aller au delà de la perte du droit de priorité. Ces formalités consistent dans la déclaration de la priorité en temps voulu et dans la publicité à y donner.

D'autre part, on a jugé nécessaire, pour empêcher que l'exercice du droit de priorité pût être vinculé par des mesures excessives, de déterminer le maximum de formalités exigible au moment du dépôt, tout en proclamant le droit de demander ultérieurement telles justifications qu'il appartiendra.

Ces règles sont l'objet de deux alinéas nouveaux (*d* et *e*) de l'article 4.

En Belgique, aucune condition de l'espèce n'a été établie pour l'application de la convention au point de vue de la reconnaissance du droit de priorité. Cependant, en ce qui concerne les brevets, lorsque la demande déposée à l'étranger avait été accordée antérieurement au dépôt dans le pays, la déclaration du brevet original devait être faite conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du 24 mai 1854, relatif aux demandes de brevets d'importation. Désormais ces brevets pris dans le délai de priorité seront délivrés comme brevets d'invention en vertu de l'article 4*bis* de la convention et, dans tous les cas, la demande originale qui sert de base au droit de priorité devra être déclarée, sans distinguer si elle a été accordée ou non avant le dépôt en Belgique.

Le délai de priorité pour les modèles d'utilité a été fixé à douze mois, comme pour les brevets d'invention. Toutefois, il était logique de considérer, pour la détermination du délai, la nature de la protection réclamée pour l'objet du modèle d'utilité; d'où la restriction formulée par la disposition Ad. art. 4 du Protocole de clôture, pour le cas où un dépôt de dessin ou modèle industriel est basé sur un dépôt de modèle d'utilité : le délai applicable est alors celui qui est fixé par l'article 4 pour les dessins et modèles industriels, c'est-à-dire quatre mois.

ARTICLE 4 *bis*.

La disposition interprétative intercalée dans cet article a pour but de lever les doutes qui ont surgi sur la portée de l'alinéa premier, qui consacre l'indépendance des brevets pris dans les divers pays de l'Union par les bénéficiaires de la Convention.

Elle proclame que l'indépendance est absolue, et elle en précise le sens pour les brevets demandés pendant ce délai de priorité, qu'elle déclare indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance qu'au point de vue de la durée normale. Ce dernier point donnait notamment lieu à controverse pour l'application de l'article 14 de la loi belge du 24 mai 1854,

ainsi conçu : « L'auteur d'une découverte déjà brevetée à l'étranger pourra obtenir, par lui-même ou par ses ayants droit, un brevet d'importation en Belgique; la durée de ce brevet n'excédera pas celle du brevet antérieurement concédé à l'étranger pour le terme le plus long, et, dans aucun cas, la limite fixée par l'article 3 (vingt ans) ».

Les brevets délivrés dans ces conditions sous l'empire de la Convention restaient-ils limités à la durée normale du brevet étranger, qu'ils fussent demandés pendant ou après le délai de priorité? Le Gouvernement, se fondant sur les travaux de la Conférence de Bruxelles, qui a adopté l'article 4 *bis*, et spécialement sur les déclarations faites au sein de cette Conférence par la Délégation belge, s'était prononcé pour l'affirmative. Il estimait néanmoins qu'il était désirable de soustraire, par un texte formel, les brevets pris dans le délai de priorité aux conséquences de cette règle qui détermine la durée des brevets d'invention; c'est pourquoi il s'était rallié à la proposition faite à la Conférence de Washington par le Bureau international de Berne, d'assimiler complètement aux brevets ordinaires ceux demandés pendant le délai de priorité par les étrangers. On donnait ainsi au droit de priorité de l'article 4 un effet complet et non plus limité seulement aux conséquences énumérées au deuxième alinéa du même article.

Le texte adopté précisant expressément la portée de la disposition à l'égard des seuls brevets demandés pendant le délai de priorité, les distingue, à ce point de vue, des brevets demandés après ce délai. Cette différence a été nettement indiquée à la Conférence de Washington par la Délégation italienne dans la déclaration suivante, sans soulever aucune objection de l'Assemblée :

« La Délégation italienne doit toutefois constater que la disposition qu'on a adoptée ne pourra être interprétée qu'en ce sens que l'indépendance, pour ce qui regarde la durée, pourra s'appliquer aux brevets demandés dans les délais de priorité, mais non aux brevets demandés après ces délais. »

La constatation est générale; elle vise tous les brevets d'importation qui ne bénéficient pas du droit de priorité, et la distinction faite se justifie parfaitement. Quelque absolue, en effet, que soit l'indépendance établie par l'article 4 *bis*, il est incontestable qu'elle permet de déclarer nul un brevet par le seul fait de l'existence d'un brevet antérieurement concédé pour le même objet dans l'Union. Or, comme le Gouvernement le faisait ressortir dans l'exposé des motifs de la loi du 9 décembre 1901, approuvant l'Acte additionnel de Bruxelles, si les pays unionistes peuvent refuser toute protection en se basant sur le brevet étranger, à plus forte raison peuvent-ils accorder, dans ce cas, un brevet d'une durée restreinte à la durée normale du brevet antérieur.

Les étrangers trouvent dans cette concession un avantage qui dépasse ceux prévus par la Convention. Il n'est que juste de ne pas la subordonner à des conditions qui ne permettraient pas de la réaliser.

L'article 4 *bis* devant être interprété dans le sens indiqué par la Délégation italienne, la durée d'un brevet délivré en Belgique après le délai de priorité ne pourra donc excéder, en aucun cas, le terme le plus long pour lequel le

brevet aura été concédé antérieurement à l'étranger, conformément à l'article 14 de la loi du 24 mai 1854.

Quant aux brevets demandés pendant le délai de priorité, ils seront considérés comme brevets d'invention ayant une durée normale de vingt ans et seront absolument indépendants des brevets d'origine.

ARTICLE 6.

Le texte ancien ne prévoyait le refus de protection des marques que pour les dépôts considérés comme contraires à la morale ou à l'ordre public. Cependant, l'obligation pour les pays unionistes d'admettre au dépôt et de protéger telle quelle toute marque déposée au pays d'origine, ne visait que la forme de la marque, sans préjudice du droit de rejeter les marques qui, d'après la législation intérieure, étaient exclues de la protection pour une autre cause.

En réalité, les pays ne se sont pas fait faute d'user de ce droit, soit dans l'examen préalable, soit éventuellement pour invalider le dépôt.

Les causes de refus ou d'invalidation qui peuvent frapper les dépôts ont été spécifiées dans une énumération comprenant les cas généralement admis comme faisant obstacle à l'appropriation de la marque par le déposant. Elles concordent avec les principes qui dérivent de notre législation en cette matière.

On a supprimé la disposition du 4^e de l'ancien Protocole de clôture stipulant que la marque ne peut être exclue de la protection pourvu qu'elle satisfasse, au point de vue des signes qui la composent, à la législation du pays d'origine et qu'elle y ait été l'objet d'un dépôt régulier; cette suppression se base sur les difficultés et les dangers que présente l'interprétation d'une loi étrangère par le pays qui doit en faire l'application.

Par contre, on a reconnu, à l'article 6 du Protocole de clôture, le droit d'exiger du déposant un certificat d'enregistrement régulier au pays d'origine, cet enregistrement impliquant un certain examen administratif des signes de la marque, même dans les pays où il n'y a pas d'examen préalable au fond. C'est la raison du remplacement, à l'article 6 de la Convention, du mot « déposée » par le mot « enregistrée ».

Enfin, le même article du Protocole de clôture établit certaines règles à observer pour l'appréciation de l'ordre public, afin de prévenir les abus auxquels cette notion pourrait prêter, par extension.

ARTICLE 7^{bis}.

L'admission des marques de collectivités à la protection internationale réalise un vœu déjà formulé par la Conférence de Bruxelles et exprimé à maintes reprises par les congrès internationaux de la propriété industrielle.

L'usage de la marque collective, c'est-à-dire d'une marque adoptée par un groupe de producteurs pour distinguer les objets de la production individuelle de ses membres, est d'un grand intérêt non seulement pour la collec-

tivité en offrant à celle-ci le moyen de faire connaître l'origine commune, la similitude de fabrication ou de production de tout ce qui porte sa marque, mais encore pour le public parce qu'elle lui permet de distinguer ces produits comme offrant les garanties de fabrication, de qualité, de contrôle, ou autres, qui sont celles du groupement.

La notion de la marque collective est exclusive de l'obligation, pour la collectivité, de posséder un établissement industriel ou commercial.

En s'engageant, en principe, à admettre ces marques au dépôt et à les protéger lorsqu'elles appartiennent à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, les Etats unionistes se sont réservé la faculté de déterminer les conditions particulières sous lesquelles les collectivités pourront faire protéger leurs marques.

En Belgique, la loi du 31 mars 1898 sur les unions professionnelles autorise le dépôt d'une marque de l'union et en règle l'usage.

En dehors de cette loi, les marques collectives ne sont pas susceptibles de protection d'après la législation en vigueur.

Il incombera au Gouvernement de proposer les mesures législatives nécessaires pour en organiser le dépôt, définir les droits qui en résulteront et fixer les conditions auxquelles les collectivités devront satisfaire pour être admises à jouir de la protection de leurs marques.

ARTICLE 9.

Les modifications apportées au texte de cet article ont pour but de rendre obligatoire, de facultative qu'elle était, l'application des mesures édictées contre l'introduction de produits portant illicitement une marque de fabrique ou un nom commercial, lorsque la législation intérieure le permet, et de prescrire qu'à leur défaut la répression se fasse, en tous cas, par les moyens que cette législation offre.

Un alinéa nouveau stipule, en outre, que ces mesures sont applicables à la fois dans le pays où l'apposition illicite a lieu et dans celui où le produit est importé.

La prohibition d'importation ne peut être appliquée en Belgique dans les cas visés, mais les produits peuvent être saisis sur la plainte de la partie lésée.

ARTICLE 10^{bis}.

Le principe de la jouissance, pour les ressortissants de l'Union, de la protection accordée aux nationaux contre la concurrence déloyale qui faisait l'objet de l'ancien article 10^{bis}, a été inséré à l'article 2. Par le texte nouveau de l'article 10^{bis}, les pays contractants prennent l'engagement de rendre cette protection effective.

Cette protection est assurée dans notre pays par les articles 1582 et suivants du Code civil, dont la jurisprudence fait une large application pour réprimer les abus de la concurrence.

Le projet de loi sur la police du commerce actuellement soumis au Parlement établit quelques règles spéciales frappant plus efficacement certains faits de concurrence illicite.

ARTICLES 12, 13 ET 14.

Les dispositions qui faisaient l'objet du 5° et du 6° de l'ancien Protocole de clôture ont été transportées dans la Convention même, où elles figurent actuellement aux articles 12, 13 et 14. La stipulation du Protocole signé à Madrid le 13 avril 1891, en ce qui concerne la dotation du Bureau international, a pris place dans ledit article 13.

* * *

Comme on le sait, la conférence qui s'est réunie à Madrid en 1890-1891 a abouti notamment à la conclusion d'un arrangement relatif à l'enregistrement international des marques de fabrique. Cet arrangement n'ayant pas recueilli l'adhésion de tous les Etats faisant partie de l'Union internationale établie par la Convention principale, constitue une Union restreinte, groupant un nombre d'Etats plus réduit. La Belgique figure au nombre des Etats qui ont signé cet acte spécial, conclu à Madrid le 14 avril 1891 et qui a donné, dans la pratique, des résultats d'une utilité indiscutable.

La Conférence de Washington a procédé également à une revision de l'arrangement dont il s'agit, révisé déjà lors de la Conférence de Bruxelles, qui avait abouti à la signature de l'Acte additionnel du 14 décembre 1900.

Les modifications apportées à cet arrangement sont peu nombreuses. Certaines sont de pure forme, les autres ont trait à la publicité, au droit de priorité et à l'étendue de la protection.

La publication de la marque dans le recueil du Bureau international doit être considérée comme pleinement suffisante. Il n'est donc pas nécessaire qu'elle fasse encore l'objet d'une publicité spéciale dans le pays, alors même que celle-ci serait prescrite par la loi nationale comme condition de la protection des marques. Cette règle, qui avait été méconnue dans un des pays contractants, a été formellement exprimée dans une phrase finale ajoutée à l'article 3. Elle a été admise par l'administration belge dès la conclusion de l'arrangement primitif.

Pour que la publication soit efficace, il est annexé à tous les fascicules mensuels du recueil officiel des marques déposées en Belgique, un exemplaire du recueil des marques internationales du mois correspondant.

L'article 4 a été complété par un alinéa qui stipule la jouissance du droit de priorité pour l'enregistrement international au même titre que pour le dépôt effectué directement dans chaque pays. Le bénéfice en était reconnu aux marques internationales, comme une conséquence de l'alinéa premier du même article. Il était utile que cela fût inséré dans l'arrangement pour éviter les contestations que les termes limitatifs de l'article 4 de la Convention générale, qui a établi le droit de priorité, pouvaient faire naître au sujet de cette application.

L'arrangement ne prévoyait pas le droit de renoncer à la protection de la marque pour certains pays seulement. Cette lacune est comblée par l'article 8bis, qui règle également les formalités de la renonciation.

L'article 9 a été complété par deux alinéas. L'un détermine la procédure à

suivre en vue de réduire ou d'étendre la liste des objets auxquels la marque s'applique ; l'autre prescrit la formalité d'un nouveau dépôt pour les extensions à de nouveaux produits et la substitution d'un produit à un autre.

* * *

Aux termes de l'article 18 de la Convention et de l'article 12 de l'Arrangement, ces deux actes devaient être ratifiés au plus tard le 1^{er} avril 1913, pour entrer en vigueur un mois après cette date. Les travaux préparatoires nécessités par l'application de certaines des dispositions nouvelles n'ont pas permis à plusieurs États d'être en mesure de déposer leurs ratifications dans le délai voulu. Le Gouvernement des Etats-Unis, désigné pour recevoir les ratifications des pays contractants, a jugé opportun de proposer une prolongation de ce délai, prolongation qui ne sera vraisemblablement que d'assez courte durée.

La Chambre répondrait au désir du Gouvernement en mettant très prochainement à l'ordre du jour de ses délibérations le projet de loi destiné à approuver les actes signés à Washington, actes qui paraissent devoir apporter un progrès sensible dans le règlement conventionnel des relations internationales en matière de propriété industrielle.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

PROJET DE LOI

portant approbation des Actes internationaux concernant la protection de la propriété industrielle, signés à Washington le 2 juin 1911.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Sont approuvés les Actes internationaux signés à Washington, le 2 juin 1911, en vue de modifier : 1° la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900; 2° l'Arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900.

Donné à Lacken, le 24 avril 1913,

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring van de internationale Akten betreffende de bescherming van nijverheidseigendom, ondertekend te Washington op 2 Juni 1911.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Zijn goedgekeurd de te Washington op 2 Juni 1911 ondertekende internationale akten, tot wijziging van : 1° de Vereenigings-Overeenkomst van Parijs van 20 Maart 1883 tot bescherming van nijverheidseigendom, herzien te Brussel op 14 December 1900; 2° de Schikking van Madrid van 14 April 1891 voor de internationale inschrijving van fabrieks- of handelsmerken, herzien te Brussel op 14 December 1900.

Gegeven te Laken, den 24ⁿ April 1913.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

UNION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883 pour la protection
de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900 et
à Washington le 2 juin 1911.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC., ET ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE POUR L'AUTRICHE ET POUR LA HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL ; SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ; LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ; LE GOUVERNEMENT TUNISIEN, ayant jugé utile d'apporter certaines modifications et additions à la Convention internationale du 20 mars 1883, portant création d'une Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE :

M. le Dr. HANIEL VON HAIMHAUSEN, Conseiller de l'Ambassade de S. M. l'Empereur d'Allemagne à Washington ;

M. ROBOLSKI, Conseiller supérieur de Régence, Conseiller rapporteur au Département Impérial de l'Intérieur ;

M. le Prof. Dr. ALBERT OSTERRIETH ;

**SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, ETC., ET
ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE :**

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

S. Exc. M. le Baron LADISLAS HENGELMUELLER DE HENGERSDORF, Son Conseiller intime, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire à Washington;

Pour l'Autriche :

S. Exc. M. le Dr. PAUL CHEVALIER BECK DE MANNAGETTA ET LERCHENAU, Son Conseiller intime, Chef de Section au Ministère I. R. des Travaux publics et Président de l'Office I. R. des Brevets d'invention ;

Pour la Hongrie :

M. ELEMÉR DE POMPERY, Conseiller ministériel à l'Office Royal hongrois des Brevets d'invention ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. JULES BRUNET, Directeur général au Ministère des Affaires étrangères ;

M. GEORGES DE RO, Sénateur suppléant, Délégué de la Belgique aux Conférences pour la protection de la Propriété industrielle de Madrid et de Bruxelles;

M. ALBERT CAPITAINE, Avocat à la Cour d'appel de Liège ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. R. DE LIMA E SILVA, Chargé d'Affaires des États-Unis du Brésil à Washington;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

S. Exc. M. RIVERO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Cuba à Washington ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. MARTIN J. C. T. CLAN, Consul Général du Danemark à New-York ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

S. Exc. M. EMILIO C. JOUBERT, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République Dominicaine à Washington ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

S. Exc. DON JUAN RIAÑO Y GAYANGOS, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington ;

S. Exc. DON JUAN FLOREZ POSADA, Directeur de l'École des ingénieurs de Madrid ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. EDWARD BRUCE MOORE, Commissioner of Patents;

M. FREDERICK P. FISH, Avocat à la Cour suprême des États-Unis et à la Cour suprême de l'État de New-York;

M. CHARLES H. DOELL, ancien Commissaire des brevets, ancien Juge à la Cour d'appel du District de Colombie, Avocat à la Cour suprême des États-Unis et à la Cour suprême de l'État de New-York;

M. ROBERT H. PARKINSON, Avocat à la Cour suprême des États-Unis et à la Cour suprême de l'État de l'Illinois;

M. MELVILLE CHURCH, Avocat à la Cour suprême des États-Unis;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. LEFÈVRE-PONTALIS, Conseiller de l'Ambassade de la République française à Washington;

M. GEORGES BRETON, Directeur de l'Office national de la Propriété industrielle;

M. MICHEL PELLETIER, Avocat à la Cour d'appel de Paris, Délégué aux Conférences pour la protection de la Propriété industrielle de Rome, de Madrid et de Bruxelles;

M. GEORGES MAILLARD, Avocat à la Cour d'appel de Paris;

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

M. ALFRED MITCHELL INNES, Conseiller de l'Ambassade de S. M. Britannique à Washington;

Sir ALFRED BATEMAN, K. C. M. G., ancien Comptroller General of Commerce, Labor and Statistics;

M. W. TEMPLE FRANKS, Comptroller General of Patents, Designs, and Trade-Marks;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

NOB. LAZZARO DEI MARCHESI NEGROTTO CAMBIASO, Conseiller de l'Ambassade de S. M. le Roi d'Italie à Washington;

M. EMILIO VENEZIAN, Ingénieur, Inspecteur du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie;

M. le Dr. GIOVANNI BATTISTA CECCATO, Attaché commercial à l'Ambassade de S. M. le Roi d'Italie à Washington;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. K. MATSUI, Conseiller de l'Ambassade de S. M. l'Empereur du Japon à Washington;

M. MORIO NAKAMATSU, Directeur de l'Office des brevets;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. JOSÉ DE LAS FUENTES, Ingénieur, Directeur de l'Office des brevets ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. L. AUBERT, Secrétaire de la Légation de S. M. le Roi de Norvège à Washington ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. le Dr. F. W. J. G. SNYDER VAN WISSENKERKE, Directeur de l'Office de la Propriété industrielle, Conseiller au Ministère de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL :

S. Exc. M. le Vicomte DE ALTE, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Portugal à Washington ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

S. Exc. M. le Comte ALBERT EHRENSVARD, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

S. Exc. M. PAUL RITTER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suisse à Washington ;

M. W. KRAFT, Adjoint du Bureau Fédéral de la Propriété Intellectuelle à Berne ;

M. HENRI MARTIN, Secrétaire de la Légation de Suisse à Washington ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, POUR LA TUNISIE :

M. DE PERETTI DE LA ROCCA, Premier Secrétaire de l'Ambassade de la République française à Washington ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les pays contractants sont constitués à l'état d'Union pour la protection de la propriété industrielle.

ARTICLE 2.

Les sujets ou citoyens de chacun des pays contractants jouiront, dans tous les autres pays de l'Union, en ce qui concerne les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, le nom commercial, les indications de provenance, la répression de la concurrence déloyale, des avantages que les lois respectives

accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux. Aucune obligation de domicile ou d'établissement dans le pays où la protection est réclamée ne pourra être imposée aux ressortissants de l'Union.

ARTICLE 3.

Sont assimilés aux sujets ou citoyens des pays contractants, les sujets ou citoyens des pays ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union.

ARTICLE 4.

a) Celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce, dans l'un des pays contractants, ou son ayant cause, jouira, pour effectuer le dépôt dans les autres pays, et sous réserve des droits des tiers, d'un droit de priorité pendant les délais déterminés ci-après.

b) En conséquence, le dépôt ultérieurement opéré dans l'un des autres pays de l'Union, avant l'expiration de ces délais, ne pourra être invalidé par des faits accomplis dans l'intervalle, soit, notamment, par un autre dépôt, par la publication de l'invention ou son exploitation, par la mise en vente d'exemplaires du dessin ou du modèle, par l'emploi de la marque.

(c) Les délais de priorité mentionnés ci-dessus seront de douze mois pour les brevets d'invention et les modèles d'utilité, et de quatre mois pour les dessins et modèles industriels et pour les marques de fabrique ou de commerce.

(d) Quiconque voudra se prévaloir de la priorité d'un dépôt antérieur sera tenu de faire une déclaration indiquant la date et le pays de ce dépôt. Chaque pays déterminera à quel moment, au plus tard, cette déclaration devra être effectuée. Ces indications seront mentionnées dans les publications émanant de l'Administration compétente, notamment sur les brevets et les descriptions y relatives. Les pays contractants pourront exiger de celui qui fait une déclaration de priorité la production d'une copie de la demande (description, dessins, etc.) déposée antérieurement, certifiée conforme par l'Administration qui l'aura reçue. Cette copie sera dispensée de toute légalisation. On pourra exiger qu'elle soit accompagnée d'un certificat de la date du dépôt, émanant de cette Administration, et d'une traduction. D'autres formalités ne pourront être requises pour la déclaration de priorité au moment du dépôt de la demande. Chaque pays contractant déterminera les conséquences de l'omission des formalités prévues par le présent article, sans que ces conséquences puissent excéder la perte du droit de priorité.

(e) Ultérieurement, d'autres justifications pourront être demandées.

ARTICLE 4bis.

Les brevets demandés dans les différents pays contractants, par des personnes admises au bénéfice de la Convention aux termes des articles 2 et 3, seront indépendants des brevets obtenus pour la même invention dans les autres pays adhérents ou non à l'Union.

Cette disposition doit s'entendre d'une façon absolue, notamment en ce sens que les brevets demandés pendant le délai de priorité sont indépendants, tant au point de vue des causes de nullité et de déchéance, qu'au point de vue de la durée normale.

Elle s'applique à tous les brevets existants au moment de sa mise en vigueur.

Il en sera de même, en cas d'accession de nouveaux pays, pour les brevets existant de part et d'autre au moment de l'accession.

ARTICLE 5.

L'introduction, par le breveté, dans le pays où le brevet a été délivré, d'objets fabriqués dans l'un ou l'autre des pays de l'Union, n'entraînera pas la déchéance.

Toutefois, le breveté restera soumis à l'obligation d'exploiter son brevet conformément aux lois du pays où il introduit les objets brevetés, mais avec la restriction que le brevet ne pourra être frappé de déchéance pour cause de non-exploitation dans un des pays de l'Union qu'après un délai de trois ans, compté à partir du dépôt de la demande dans ce pays, et seulement dans le cas où le breveté ne justifierait pas des causes de son inaction.

ARTICLE 6.

Toute marque de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrée dans le pays d'origine sera admise au dépôt et protégée telle quelle dans les autres pays de l'Union.

Toutefois, pourront être refusées ou invalidées :

1° Les marques qui sont de nature à porter atteinte à des droits acquis par des tiers dans le pays où la protection est réclamée.

2° Les marques dépourvues de tout caractère distinctif, ou bien composées exclusivement de signes ou d'indications pouvant servir, dans le commerce, pour désigner l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, le lieu d'origine des produits ou l'époque de production, ou devenus usuels dans le langage courant ou les habitudes loyales et constantes du commerce du pays où la protection est réclamée.

Dans l'appréciation du caractère distinctif d'une marque, on devra tenir compte de toutes les circonstances de fait, notamment de la durée de l'usage de la marque.

3° Les marques qui sont contraires à la morale ou à l'ordre public.

Sera considéré comme pays d'origine le pays où le déposant a son principal établissement.

Si ce principal établissement n'est point situé dans un des pays de l'Union, sera considéré comme pays d'origine celui auquel appartient le déposant.

ARTICLE 7.

La nature du produit sur lequel la marque de fabrique ou de commerce doit être apposée ne peut, dans aucun cas, faire obstacle au dépôt de la marque.

ARTICLE 7bis.

Les pays contractants s'engagent à admettre au dépôt et à protéger les marques appartenant à des collectivités dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si ces collectivités ne possèdent pas un établissement industriel ou commercial.

Cependant chaque pays sera juge des conditions particulières sous lesquelles une collectivité pourra être admise à faire protéger ses marques.

ARTICLE 8.

Le nom commercial sera protégé dans tous les pays de l'Union, sans obligation de dépôt, qu'il fasse ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.

ARTICLE 9.

Tout produit portant illicitement une marque de fabrique ou de commerce, ou un nom commercial, sera saisi à l'importation dans ceux des pays de l'Union dans lesquels cette marque ou ce nom commercial ont droit à la protection légale.

Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, la saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

La saisie sera également effectuée dans le pays où l'apposition illicite aura eu lieu, ou dans le pays où aura été importé le produit.

La saisie aura lieu à la requête soit du ministère public, soit de toute autre autorité compétente, soit d'une partie intéressée, particulier ou société, conformément à la législation intérieure de chaque pays.

Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assurerait en pareil cas aux nationaux.

ARTICLE 10.

Les dispositions de l'article précédent seront applicables à tout produit portant faussement, comme indication de provenance, le nom d'une localité déterminée, lorsque cette indication sera jointe à un nom commercial fictif ou emprunté dans une intention frauduleuse.

Est réputé partie intéressée tout producteur, fabricant ou commerçant, engagé dans la production, la fabrication ou le commerce de ce produit, et établi soit dans la localité faussement indiquée comme lieu de provenance, soit dans la région où cette localité est située.

ARTICLE 10^{bis}.

Tous les pays contractants s'engagent à assurer aux ressortissants de l'Union une protection effective contre la concurrence déloyale.

ARTICLE 11.

Les pays contractants accorderont, conformément à leur législation intérieure, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'un d'eux.

ARTICLE 12.

Chacun des pays contractants s'engage à établir un service spécial de la propriété industrielle et un dépôt central pour la communication au public des brevets d'invention, des modèles d'utilité, des dessins ou modèles industriels et des marques de fabrique ou de commerce.

Ce service publiera, autant que possible, une feuille périodique officielle.

ARTICLE 13.

L'office international institué à Berne sous le nom de Bureau international pour la protection de la propriété industrielle est placé sous la haute autorité du Gouvernement de la Confédération suisse, qui en règle l'organisation et en surveille le fonctionnement.

Le Bureau international centralisera les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété industrielle, et les réunira en une statistique générale, qui sera distribuée à toutes les Administrations. Il procédera aux études d'utilité commune intéressant l'Union et rédigera, à l'aide des documents qui seront mis à sa disposition par les diverses Administrations, une feuille périodique en langue française sur les questions concernant l'objet de l'Union.

Les numéros de cette feuille, de même que tous les documents publiés par le Bureau international, seront répartis entre les Administrations des pays de l'Union, dans la proportion du nombre des unités contributives ci-dessous mentionnées. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés, soit par lesdites Administrations, soit par des sociétés ou des particuliers, seront payés à part.

Le Bureau international devra se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international de la propriété industrielle, les renseignements spéciaux

dont ils pourraient avoir besoin. Il fera sur sa gestion un rapport annuel qui sera communiqué à tous les membres de l'Union.

La langue officielle du Bureau international sera la langue française.

Les dépenses du Bureau international seront supportées en commun par les pays contractants. Elles ne pourront, en aucun cas, dépasser la somme de soixante mille francs par année.

Pour déterminer la part contributive de chacun des pays dans cette somme totale des frais, les pays contractants et ceux qui adhèreraient ultérieurement à l'Union seront divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

	Unités.
1 ^{re} classe	25
2 ^e —	20
3 ^e —	15
4 ^e —	10
5 ^e —	5
6 ^e —	5

Ces coefficients seront multipliés par le nombre des pays de chaque classe et la somme des produits ainsi obtenus fournira le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donnera le montant de l'unité de dépense.

Chacun des pays contractants désignera, au moment de son accession, la classe dans laquelle il désire être rangé.

Le Gouvernement de la Confédération suisse surveillera les dépenses du Bureau international, fera les avances nécessaires et établira le compte annuel, qui sera communiqué à toutes les autres Administrations.

ARTICLE 14.

La présente Convention sera soumise à des revisions périodiques, en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner le système de l'Union.

A cet effet, des Conférences auront lieu, successivement, dans l'un des pays contractants entre les Délégués desdits pays.

L'Administration du pays où doit siéger la Conférence préparera, avec le concours du Bureau international, les travaux de cette Conférence.

Le Directeur du Bureau international assistera aux séances des Conférences, et prendra part aux discussions sans voix délibérative.

ARTICLE 15.

Il est entendu que les pays contractants se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la Propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 16.

Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Elle emportera, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et produira ses effets un mois après l'envoi de la notification faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres pays unionistes, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée par le pays adhérent.

ARTICLE 16^{bis}

Les pays contractants ont le droit d'accéder en tout temps à la présente Convention pour leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats, ou pour certains d'entre eux.

Ils peuvent à cet effet soit faire une déclaration générale par laquelle toutes leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats sont compris dans l'accession, soit nommer expressément ceux qui y sont compris, soit se borner à indiquer ceux qui en sont exclus.

Cette déclaration sera notifiée par écrit au Gouvernement de la Confédération suisse, et par celui-ci à tous les autres.

Les pays contractants pourront, dans les mêmes conditions, dénoncer la Convention pour leurs colonies, possessions, dépendances et protectorats, ou pour certains d'entre eux.

ARTICLE 17.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de ceux des pays contractants qui sont tenus d'en provoquer l'application, ce qu'ils s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

ARTICLE 17^{bis}.

La Convention demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays contractants.

ARTICLE 18.

Le présent Acte sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Washington au plus tard le 1^{er} avril 1913. Il sera mis à exécution, entre les pays qui l'auront ratifié, un mois après l'expiration de ce délai.

Cet Acte, avec son Protocole de clôture, remplacera, dans les rapports entre les pays qui l'auront ratifié : la Convention de Paris du 20 mars 1883 ; le Protocole de clôture annexé à cet Acte ; le Protocole de Madrid du 15 avril 1891 concernant la dotation du Bureau international, et l'Acte additionnel de Bruxelles du 14 décembre 1900. Toutefois, les Actes précités resteront en vigueur dans les rapports avec les pays qui n'auront pas ratifié le présent Acte.

ARTICLE 19.

Le présent Acte sera signé en un seul exemplaire, lequel sera déposé aux archives du Gouvernement des États-Unis. Une copie certifiée sera remise par ce dernier à chacun des Gouvernements unionistes.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Acte.

Fait à Washington, en un seul exemplaire, le deux juin 1911.

Pour l'Allemagne :	Signé :	HANIEL VON HAIMHAUSEN.
	»	H. ROBOLSKI.
	»	ALBERT OSTERRIETH.
Pour l'Autriche et pour la Hongrie :	»	L. BARON DE HENGELMULLER, Ambassa- deur d'Autriche-Hongrie.
Pour l'Autriche :	»	Dr PAUL CHEVALIER BECK DE MANNA- GETTA et LERCHENAU, Chef de Sec- tion et Président de l'Office I. R. des Brevets d'invention.
Pour la Hongrie :	»	ELEMÉR DE POMPÉRY, Conseiller minis- tériel à l'Office Royal hongrois des Brevets d'invention.
Pour la Belgique :	»	J. BRUNET.
	»	GEORGES DE RO.
	»	CAPITAINE.
Pour le Brésil :	»	R. DE LIMA E SILVA.
Pour Cuba :	»	ANTONIO MARTIN RIVERO.
Pour le Danemark :	»	J. CLAN.
Pour la République Dominicaine :	»	EMILIO C. JOUBERT.

Pour l'Espagne :	Signé : JUAN RIAÑO Y GAYANGOS.
	» J. FLOREZ POSADA.
Pour les États-Unis d'Amérique :	» EDWARD BRUCE MOORE.
	» MELVILLE CHURCH.
	» CHARLES H. DUELL.
	» ROBT. H. PARKINSON.
	» FREDERICK P. FISCH.
Pour la France :	» PIERRE LEFEBVRE-PONTALIS.
	» G. BRETON.
	» MICHEL PELLETIER.
	» GEORGES MAILLARD.
Pour la Grande- Bretagne :	» A. MITCHELL INNES.
	» A. E. BATEMAN.
	» W. TEMPLE FRANKS.
Pour l'Italie :	» LAZZARO NEGROTTO CAMBIASO.
	» EMILIO VENEZIAN.
	» G. B. CECCATO.
Pour le Japon :	» K. MATSUI.
	» MORIO NAKAMATSU.
Pour les États-Unis du Mexique :	» J. DE LAS FUENTES.
Pour la Norvège :	» LUDWIG AUBERT.
Pour les Pays-Bas :	» SNYDER VAN WISSENKERKE.
Pour le Portugal :	» J. F. H. M. DA FRANCA, V ^{te} D'ALTE.
Pour la Suède :	» ALBERT EHRENSVARD.
Pour la Suisse :	» P. RITTER.
	» W. KRAFT.
	» HENRI MARTIN.
Pour la Tunisie :	» E. DE PERETTI DE LA ROCCA.

PROTOCOLE DE CLOTURE.

Au moment de procéder à la signature de l'Acte conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

AD ARTICLE PREMIER.

Les mots « propriété industrielle » doivent être pris dans leur acception la plus large; ils s'étendent à toute production du domaine des industries agricoles (vins, grains, fruits, bestiaux, etc.) et extractives (minéraux, eaux minérales, etc.).

AD ARTICLE 2.

a) Sous le nom de brevets d'invention sont comprises les diverses espèces de brevets industriels admises par les législations des pays contractants, telles que brevets d'importation, brevets de perfectionnement, etc., tant pour les procédés que pour les produits.

b) Il est entendu que la disposition de l'article 2 qui dispense les ressortissants de l'Union de l'obligation de domicile et d'établissement a un caractère interprétatif, et doit, par conséquent, s'appliquer à tous les droits nés en raison de la Convention du 20 mars 1883, avant la mise en vigueur du présent Acte.

c) Il est entendu que les dispositions de l'article 2 ne portent aucune atteinte à la législation de chacun des pays contractants, en ce qui concerne la procédure suivie devant les tribunaux et la compétence de ces tribunaux, ainsi que l'élection de domicile ou la constitution d'un mandataire requises par les lois sur les brevets, les modèles d'utilité, les marques, etc.

AD ARTICLE 4.

Il est entendu que, lorsqu'un dessin ou modèle industriel aura été déposé dans un pays en vertu d'un droit de priorité basé sur le dépôt d'un modèle d'utilité, le délai de priorité ne sera que celui que l'article 4 a fixé pour les dessins et modèles industriels.

AD ARTICLE 6.

Il est entendu que la disposition du premier alinéa de l'article 6 n'exclut pas le droit d'exiger du déposant un certificat d'enregistrement régulier au pays d'origine, délivré par l'autorité compétente.

Il est entendu que l'usage des armoiries, insignes ou décorations publiques qui n'aurait pas été autorisé par les pouvoirs compétents, ou l'emploi des signes et poinçons officiels de contrôle et de garantie adoptés par un pays unioniste, peut être considéré comme contraire à l'ordre public dans le sens du n° 3 de l'article 6.

Ne seront, toutefois, pas considérées comme contraires à l'ordre public les marques qui contiennent, avec l'autorisation des pouvoirs compétents, la reproduction d'armoiries, de décorations ou d'insignes publics.

Il est entendu qu'une marque ne pourra être considérée comme contraire à l'ordre public pour la seule raison qu'elle n'est pas conforme à quelque disposition de la législation sur les marques, sauf le cas où cette disposition elle-même concerne l'ordre public.

Le présent Protocole de clôture, qui sera ratifié en même temps que l'Acte conclu à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cet Acte, et aura même force, valeur et durée.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole.

Fait à Washington, en un seul exemplaire, le deux juin 1911.

Signé : HANIEL VON HAIMHAUSEN.

- » H. ROBOLSKI.
- » ALBERT OSTERRIETH.
- » L. BARON DE HENGELMULLER.
- » D^r PAUL, CHEVALIER BECK DE MANNAGETTA et LERCHENAU.
- » ELEMÉR DE POMPÉRY.
- » J. BRUNET.
- » GEORGES DE RO.
- » CAPITAINE.
- » R. DE LIMA E SILVA.
- » J. CLAN.
- » JUAN RIAÑO Y GAYANGOS.
- » J. FLOREZ POSADA.
- » EDWARD BRUCE MOORE.
- » MELVILLE CHURCH.
- » CHARLES H. DUELL.
- » FREDERICK P. FISH.
- » ROBT. H. PARKINSON.
- » EMILIO C. JOUBERT.
- » PIERRE LEFÈVRE-PONTALIS.
- » MICHEL PELLETIER.
- » G. BRETON.
- » GEORGES MAILLARD.
- » A. MITCHELL INNES.
- » A. E. BATEMAN.
- » W. TEMPLE FRANKS.
- » LAZZARRO NEGROTTA CAMBIASO.
- » EMILIO VENEZIAN.
- » G. B. CECCATO.
- » K. MATSUI.
- » MORIO NAKAMATSU.

Signé : J. DE LAS FUENTES.

- » SNYDER VAN WISSENKERKE.
- » J. F. H. M. DA FRANCA, V^{te} d'Alte.
- » ALBERT EHRENSVÄRD.
- » P. RITTER.
- » W. KRAFT.
- » HENRI MARTIN.
- » E. DE PERETTI DE LA ROCCA.
- » LUDWIG AUBERT.
- » ANTONIO MARTIN RIVERO.

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles le 14 décembre 1900 et à Washington le 2 juin 1911, conclu entre l'Autriche, la Hongrie, la Belgique, le Brésil, Cuba, l'Espagne, la France, l'Italie, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et la Tunisie.

Les Soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord, arrêté le texte suivant, qui remplacera l'Arrangement signé à Madrid le 14 avril 1891 et l'Acte additionnel signé à Bruxelles le 14 décembre 1900, savoir :

ARTICLE PREMIER.

Les sujets ou citoyens de chacun des pays contractants pourront s'assurer, dans tous les autres pays, la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce acceptées au dépôt dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international, à Berne, fait par l'entremise de l'Administration dudit pays d'origine.

ARTICLE 2.

Sont assimilés aux sujets ou citoyens des pays contractants les sujets ou citoyens des pays n'ayant pas adhéré au présent Arrangement qui, sur le territoire de l'Union restreinte constituée par ce dernier, satisfont aux conditions établies par l'article 3 de la Convention générale.

ARTICLE 3.

Le Bureau international enregistrera immédiatement les marques déposées conformément à l'article premier. Il notifiera cet enregistrement aux diverses Administrations. Les marques enregistrées seront publiées dans une feuille périodique éditée par le Bureau international, au moyen des indications contenues dans la demande d'enregistrement et d'un cliché fourni par le déposant.

Si le déposant revendique la couleur à titre d'élément distinctif de sa marque, il sera tenu :

1° De le déclarer et d'accompagner son dépôt d'une mention indiquant la couleur ou la combinaison de couleurs revendiquée ;

2° De joindre à sa demande des exemplaires de ladite marque en couleur, qui seront annexés aux notifications faites par le Bureau international. Le nombre de ces exemplaires sera fixé par le Règlement d'exécution.

En vue de la publicité à donner, dans les pays contractants, aux marques enregistrées, chaque Administration recevra gratuitement du Bureau international le nombre d'exemplaires de la susdite publication qu'il lui plaira de demander. Cette publicité sera considérée dans tous les pays contractants comme pleinement suffisante, et aucune autre ne pourra être exigée du déposant.

ARTICLE 4.

A partir de l'enregistrement ainsi fait au Bureau international, la protection de la marque dans chacun des pays contractants sera la même que si cette marque y avait été directement déposée.

Toute marque enregistrée internationalement dans les quatre mois qui suivent la date du dépôt dans le pays d'origine, jouira du droit de priorité établi par l'article 4 de la Convention générale.

ARTICLE 4bis.

Lorsqu'une marque, déjà déposée dans un ou plusieurs pays contractants, a été postérieurement enregistrée par le Bureau international au nom du même titulaire ou de son ayant cause, l'enregistrement international sera considéré comme substitué aux enregistrements nationaux antérieurs, sans préjudice des droits acquis par le fait de ces derniers.

ARTICLE 5

Dans les pays où leur législation les y autorise, les Administrations auxquelles le Bureau international notifiera l'enregistrement d'une marque, auront la faculté de déclarer que la protection ne peut être accordée à cette marque sur leur territoire. Un tel refus ne pourra être opposé que dans les conditions qui s'appliqueraient, en vertu de la Convention générale, à une marque déposée à l'enregistrement national.

Elles devront exercer cette faculté dans le délai prévu par leur loi nationale, et, au plus tard, dans l'année de la notification prévue par l'article 3, en indiquant au Bureau international leurs motifs de refus.

Ladite déclaration, ainsi notifiée au Bureau international, sera par lui transmise sans délai à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque. L'intéressé aura les mêmes moyens de recours que si la marque avait été par lui directement déposée dans le pays où la protection est refusée.

ARTICLE 5bis.

Le Bureau international délivrera à toute personne qui en fera la demande, moyennant une taxe fixée par le Règlement d'exécution, une copie des mentions inscrites dans le Registre relativement à une marque déterminée.

ARTICLE 6.

La protection résultant de l'enregistrement au Bureau international durera 20 ans à partir de cet enregistrement, mais ne pourra être invoquée en faveur d'une marque qui ne jouirait plus de la protection légale dans le pays d'origine.

ARTICLE 7.

L'enregistrement pourra toujours être renouvelé suivant les prescriptions des articles 1 et 3.

Six mois avant l'expiration du terme de protection, le Bureau international donnera un avis officieux à l'Administration du pays d'origine et au propriétaire de la marque.

ARTICLE 8.

L'Administration du pays d'origine fixera à son gré, et percevra à son profit, une taxe qu'elle réclamera du propriétaire de la marque dont l'enregistrement international est demandé. A cette taxe s'ajoutera un émolument international de cent francs pour la première marque, et de cinquante francs pour chacune des marques suivantes, déposées en même temps par le même propriétaire. Le produit annuel de cette taxe sera réparti par parts égales entre les pays contractants par les soins du Bureau international, après déduction des frais communs nécessités par l'exécution de cet Arrangement.

ARTICLE 8bis.

Le propriétaire d'une marque internationale peut toujours renoncer à la protection dans un ou plusieurs des pays contractants, au moyen d'une déclaration remise à l'Administration du pays d'origine de la marque pour être communiquée au Bureau international, qui la notifiera aux pays que cette renonciation concerne.

ARTICLE 9.

L'Administration du pays d'origine notifiera au Bureau international les annulations, radiations, renonciations, transmissions et autres changements qui se produiront dans la propriété de la marque.

Le Bureau international enregistrera ces changements, les notifiera aux Administrations des pays contractants, et les publiera aussitôt dans son journal.

On procédera de même lorsque le propriétaire de la marque demandera à réduire la liste des produits auxquels elle s'applique.

L'addition ultérieure d'un nouveau produit à la liste ne peut être obtenue que par un nouveau dépôt effectué conformément aux prescriptions de l'article 3. A l'addition est assimilée la substitution d'un produit à un autre.

ARTICLE 9bis.

Lorsqu'une marque inscrite dans le Registre international sera transmise à une personne établie dans un pays contractant autre que le pays d'origine

de la marque, la transmission sera notifiée au Bureau international par l'Administration de ce même pays d'origine. Le Bureau international enregistrera la transmission et, après avoir reçu l'assentiment de l'Administration à laquelle ressortit le nouveau titulaire, il la notifiera aux autres Administrations et la publiera dans son journal.

La présente disposition n'a point pour effet de modifier les législations des pays contractants qui prohibent la transmission de la marque sans la cession simultanée de l'établissement industriel ou commercial dont elle distingue les produits.

Nulle transmission de marque inscrite dans le Registre international, faite au profit d'une personne non établie dans l'un des pays contractants, ne sera enregistrée.

ARTICLE 10.

Les Administrations régleront d'un commun accord les détails relatifs à l'exécution du présent Arrangement.

ARTICLE 11.

Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par la Convention générale.

Dès que le Bureau international sera informé qu'un pays ou une de ses colonies a adhéré au présent Arrangement, il adressera à l'Administration de ce pays, conformément à l'article 5, une notification collective des marques qui, à ce moment, jouissent de la protection internationale.

Cette notification assurera, par elle-même, auxdites marques le bénéfice des précédentes dispositions sur le territoire du pays adhérent, et fera courir le délai d'un an pendant lequel l'Administration intéressée peut faire la déclaration prévue par l'article 5.

ARTICLE 12.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Washington au plus tard le 1^{er} avril 1913.

Il entrera en vigueur un mois à partir de l'expiration de ce délai, et aura la même force et durée que la Convention générale.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement.

Fait à Washington, en un seul exemplaire, le deux juin 1914.

Pour l'Autriche et pour
la Hongrie :

Signé : L. baron DE HENGELMULLER, Am-
bassadeur d'Autriche-Hongrie,

Pour l'Autriche :	Signé : D ^r PAUL, chevalier BECK DE MANNAGETTA et LERCHENAU, chef de Section et Président de l'Office I. R. des Brevets d'invention.
Pour la Hongrie :	» ELEMÉR DE POMPÉRY, Conseiller ministériel à l'Office royal hongrois des Brevets d'invention.
Pour la Belgique :	» J. BRUNET, » GEORGES DE RO, » CAPITAINE.
Pour le Brésil :	» R. DE LIMA E SILVA.
Pour le Cuba :	» ANTONIO MARTIN RIVERO.
Pour l'Espagne :	» JUAN RIAÑO Y GAYANGOS, » J. FLOREZ POSADA.
Pour la France :	» PIERRE LEFÈVRE-PONTALIS, » G. BRETON, » MICHEL PELLETIER, » GEORGES MAILLARD.
Pour l'Italie :	» LAZZARO NEGROTTA CAMBIASO, » EMILIO VENEZIAN, » G. B. CECCATO.
Pour le Mexique :	» J. DE LAS FUENTES.
Pour les Pays-Bas :	» SNYDER VAN WISSENKERKE.
Pour le Portugal :	» J. F. H. M. DE FRANCA, V ^{te} d'Alte.
Pour la Suisse :	» P. RITTER, » W. KRAFT, » HENRI MARTIN.
Pour la Tunisie :	» E. DE PERETTI DE LA ROCCA.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 APRIL 1913.

Ontwerp wet van tot goedkeuring van de Internationale Akten betreffende de bescherming van nijverheidseigendom, ondertekend te Washington op 2 Juni 1911.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De Internationale Overeenkomst tot bescherming van nijverheidseigendom, gesloten te Parijs op 20 Maart 1883, bepaalt, bij haar artikel 14, dat die diplomatieke Akte geregeld aan herziening zal onderworpen worden ten einde zulke verbeteringen te ondergaan welke geschikt zijn om het stelsel der Vereeniging te volmaken.

Conferentiën tot herziening werden gehouden te Rome in 1886, te Madrid in 1890-1891, te Brussel in 1897-1900, ten slotte te Washington in 1911. 't Is de uitslag der beraadslagingen dier laatste internationale vergadering die wij, bij dit wetsontwerp, de eer hebben, Mijne Heeren, aan uwe goedkeuring voor te leggen.

Reeds ten tijde van de Brusselsche Conferentie, had de oorspronkelijke Overeenkomst tamelijk merkelijke wijzigingen ondergaan, welke opgenomen zijn in de Toegevoegde Akte van 14 December 1900. In die Akte werden de nummers der artikelen van de Overeenkomst van Parijs behouden en, tot aanwijzing van sommige nieuwe bepalingen, artikelen *bis* ingelascht.

De Conferentie van Washington, die een volledige tekst van overeenkomst heeft vastgesteld en aldus eene soort van verzameling heeft tot stand gebracht, dank aan dewelke het niet langer meer noodig zal zijn de vroegere akten te raadplegen, heeft nuttig geacht de oude nummers der artikelen te behouden, zoowel die van de Overeenkomst van Parijs als die van Akte van Brussel: de technici hebben gedacht dat het zeer voordeelig zou zijn aanwijzingen van artikelen te behouden, waaraan men sedert lang gewoon is.

Alvorens over te gaan tot het onderzoek der nieuwe bepalingen, bleek het wenschelijk, Mijne Heeren, U die aanwijzingen van materiele aard te geven, dewijl gij aldus de bepalingen der herziene Overeenkomst gemakkelijker met die der voorgaande Akten zult kunnen vergelijken.

Wij zullen hierna, in de orde der artikelen, een overzicht geven van de bijzonderste wijzigingen en toevoegingen die door de Conferentie van Washington werden toegebracht en, tevens, inzonderheid de gevolgen dier wijzigingen en toevoegingen beschouwen wat betreft de toepassing onzer

wetsbepalingen ter zake. De andere veranderingen, ingevoerd door de Akte van 2 Juni 1911, vergen geene uitleggingen : de vergelijking van de oude teksten met de nieuwe, doet er de beteekenis en het nut voldoende van uitschijnen.

ARTIKEL 2.

De opsomming van de verschillende takken van den nijverheidseigendom, waarop het algemeen grondbeginsel der Overeenkomst, gesteld bij artikel 2, van toepassing is, werd aangevuld door de vermelding van de nuttigheidsmodellen, van de aanwijzingen betreffende de herkomst en van de beteugeling van oneerlijke mededinging.

De nuttigheidsmodellen, die onder andere in Duitschland door eene bijzondere wetgeving beschermd worden, kunnen in België gelijkgesteld worden hetzij met de uitvindingsbrevetten, hetzij met de nijverheidsmodellen, volgens hunne bestemming. Daaruit volgt dat, met ze in de bepaling van artikel 2 alsmede in andere artikelen van de Overeenkomst op te nemen, men de gevolgen dier gelijkstelling nog bekrachtigt.

Zooals men weet, bevatte de Overeenkomst schikkingen betreffende de aanwijzingen van herkomst, doch zij bepaalde niet dat, wat deze betreft, de onderdanen der verdragsluitende landen de voordeelen zouden genieten die door de nationale wetten in de andere landen worden verleend. De hulding van dit beginsel door artikel 2 is dus eene uitbreiding der Overeenkomst tot rechten die overigens door België, krachtens het gemeen recht, aan de vreemdelingen worden toegekend, in zoover de Belgische wetten de beteugeling van leugenachtige aanwijzingen betreffende de herkomst der voortbrengselen toelaten.

De bescherming tegen oneerlijke mededinging was gewaarborgd door een bijzonder artikel van de toegevoegde akte van Brussel. Het was redematig het grondbeginsel daarvan neer te schrijven in de bepaling waarbij voorzien wordt hoever de door de Overeenkomst toegezegde bescherming zich uitstrekt, wat de zaken betreft die daarvan het voorwerp zijn.

Daar de wederzijdsche waarborging van de voordeelen, die door de binnenlandsche wetten van ieder land aan den nijverheidseigendom worden toegekend, het bijzonderste doel der Overeenkomst uitmaakt, was het logisch dat het genot dier voordeelen niet mocht afhangen van voorwaarden die er de doelmatigheid zouden van beperken, inzonderheid van eene verplichting betreffende verblijf of vestiging in het land. De vrijstelling van zulke verplichting is uitdrukkelijk voorzien bij de slotbepaling toegevoegd aan artikel 2, bepaling die, naar luid van het slotprotocol (Ad Art. 2, b), op eene bepaalde wijze dient uitgelegd. Het grondbeginsel werd erkend door twee vonnissen van het Verbrekingshof van België, geveld in zake fabrieksmerken.

ARTIKEL 4.

Er werd bepaald dat het recht van voorrang, voorzien ten voordeele van hem die eene vraag om bescherming neerlegt in een van de landen der Vereeniging, ook voor den rechthebbende van den brevethouder geldt.

Het was niet overbodig dit te zeggen, want alhoewel, in grondbeginsel, de rechthebbers de rechten van hunnen rechtgever genieten, werd hun nochtans het voordeel van den voorrang betwist omdat de tekst het enkel uitdrukkelijk aan den aanvrager zelven toekende. Nochtans moet de recht-hebbende zelf een onderhoorige van de Vereeniging zijn.

Verscheidene landen leggen formaliteiten op aan degenen die zich op eene vroegere neerlegging willen beroepen. Men heeft bevonden dat, wanneer bij de toekenning van het recht van voorrang geen enkele maatregel geëischt wordt die geschikt is om het bestaan van dit recht aan het publiek kenbaar te maken, de te goeder trouw zijnde derden aan erge misrekeningen zijn blootgesteld, doordien zij niet weten dat reeds vroeger eene neerlegging in het buitenland plaats vond.

't Is daarom dat men niet alleen gewild heeft dat ieder land de bevoegdheid zou hebben om de uitoefening van het recht van voorrang te regelen, wat vroeger betwistbaar was, maar ook nog sommige formaliteiten verplichtend heeft gemaakt in heel de Vereeniging, daarbij nochtans aan elk land het recht voorbehoudende de straffen te bepalen, zonder dat deze echter grooter mogen wezen dan het verlies van het recht van voorrang. Die formaliteiten omvatten het intijds verklaren van den voorrang en de publiciteit die daaraan hoeft gegeven.

Anderzijds heeft men noodig geoordeeld, om te beletten dat de uitoefening van het recht van voorrang door overdreven maatregelen belemmerd worde, het maximum te bepalen van de formaliteiten die bij de neerlegging mogen vereischt worden, tevens het recht erkennende later zulke uitleggingen te vragen als het behoort.

Die regelen maken het voorwerp uit van de twee nieuwe leden *d* en *e* van artikel 4.

In België, werd geene enkele voorwaarde van dien aard gesteld voor de toepassing van de Overeenkomst in het opzicht van de erkenning van het recht van voorrang. Nochtans, wat de brevetten betreft, wanneer de in het buitenland ingediende vraag reeds aangenomen werd vóór de neerlegging in het land, moest de aangifte van het oorspronkelijk brevet gedaan worden overeenkomstig artikel 3 van het Koninklijk besluit van 24 Mei 1854 betreffende de aanvragen om invoer-brevetten. Voortaan zullen die brevetten, binnen den termijn van voorrang genomen, als uitvindingsbrevetten afgeleverd worden krachtens artikel 4*bis* der Overeenkomst en zal, in elk geval, de oorspronkelijke vraag welke tot grondslag van het recht van voorrang dient moeten aangegeven worden, om 't even of zij al dan niet vóór de neerlegging in België werd aangenomen.

De termijn van voorrang voor de nuttigheidsmodellen werd vastgesteld op twaalf maanden, evenals voor de uitvindingsbrevetten. Nochtans was het logisch, tot bepaling van den termijn, den aard te beschouwen van de bescherming, aangevraagd voor het voorwerp van het nuttigheidsmodel; van daar de beperking, bij de bepaling Ad. artikel 4 van het Slotprotocol voorzien voor het geval dat eene neerlegging van eene tekening of een model

voor de nijverheid gegrond is op eene neerlegging van een nuttigheidsmodel : de toe te passen termijn is dan diegene welke bij artikel 4 gesteld is voor de teekeningen en modellen voor de nijverheid, dit is vier maanden.

ARTIKEL 4^{bis}.

De verklarende bepaling die in dit artikel werd ingevoegd heeft ten doel den twijfel uit den weg te ruimen die ontstaan is over de beteekenis van het eerste lid, dat de onafhankelijk huldigt van de brevetten die in de verschillende landen der Vereeniging genomen worden door de onderhoorigen van de landen der Overeenkomst.

Zij bepaalt dat de onafhankelijkheid algemeen is, en zij bepaalt er nauwkeurig den zin van voor *de binnen dien termijn van voorrang aangevraagde brevetten*, die zij onafhankelijk verklaart, zoowel in het opzicht van de oorzaken van ongeldigheid en verval, als in het opzicht van den normalen duur. Dit laatste punt gaf onder andere aanleiding tot betwisting voor de toepassing van artikel 14 van de Belgische wet van 24 Mei 1854, dat luidt aldus : « Hij wiens uitvinding reeds in het buitenland gebreveteerd werd kan, door zichzelve of door zijne rechthebbenden, een brevet tot invoering in België bekomen ; de duur van dit brevet zal niet langer zijn dan die van het brevet dat vroeger in het buitenland verleend werd voor den langsten termijn en, in geen geval, de bij artikel 3 gestelde grens (twintig jaar) mogen overschrijden.

Bleven de brevetten, welke in die voorwaarden krachtens de Vereeniging werden afgeleverd, beperkt tot den normalen duur van het buitenlandsch brevet, om 't even of zij binnen of na den termijn van voorrang gevraagd werden? De Regeering, zich steunende op de werken van de Brusselsche Conferentie, die het artikel 4^{bis} heeft aangenomen, en bijzonder op de verklaringen die op die Conferentie werden gedaan door de Belgische Afvaardiging, had zich voor het bevestigend antwoord verklaard. Zij achtte het nochtans wenschelijk de binnen den termijn van voorrang genomen brevetten door een uitdrukkelijken tekst te onttrekken aan de gevolgen van dien regel, die den duur der uitvindingsbrevetten bepaalt. 't Is daarom dat zij zich aangesloten had bij het voorstel, op de Conferentie van Washington door het Internationaal Bureau van Bern gedaan om de brevetten, die binnen den termijn van voorrang door vreemdelingen worden gevraagd, gansch gelijk te stellen met de gewone brevetten. Aldus gaf men aan het recht van voorrang van artikel 4 eene volledige uitwerking in stede van eene uitwerking beperkt tot de gevolgen opgesomd in het 2^{de} lid van dat zelfde artikel.

Daar de aangenomen tekst de beteekenis van de schikking maar alleen voor die brevetten uitdrukkelijk bepaalt, welke binnen den termijn van voorrang worden aangevraagd, onderscheidt hij ze, in dit opzicht, van de brevetten die na dien termijn worden gevraagd. Dit verschil werd, op de Conferentie van Washington, door de Italiaansche Afvaardiging klaar aangewezen in de volgende verklaring, zonder eenige tegenwerping van de vergadering uit te lokken :

« De Italiaansche Afvaardiging moet echter vaststellen dat de bepaling die men aangenomen heeft enkel in dien zin zal kunnen uitgelegd worden, dat de onafhankelijkheid, wat den duur betreft, zal kunnen toegepast worden op de brevetten die binnen de termijnen van voorrang worden gevraagd, doch niet op de brevetten die na die termijnen worden gevraagd. »

De vaststelling is algemeen; zij heeft betrekking op al de invoer-brevetten die het recht van voorrang niet genieten, en de onderscheiding is volkomen gewettigd. Inderdaad, hoe algemeen de bij artikel 4^{bis} bepaalde onafhankelijkheid ook weze, toch is het onbetwistbaar dat zij toelaat een brevet ongeldig te verklaren, enkel omdat er een brevet bestaat dat vroeger voor hetzelfde voorwerp in de Vereeniging werd afgeleverd. Nu, zooals de Regeering het deed uitschijnen in de memorie van toelichting van de wet van 9 December 1901 tot goedkeuring van de Toegevoegde Akte van Brussel, indien de landen der Vereeniging elke bescherming mogen weigeren door zich te steunen op het buitenlandsch brevet, zoo zullen zij, in dit geval, des te meer geoorloofd zijn een brevet te verleenen voor eenen duur beperkt tot den normalen duur van het vroeger afgeleverde brevet.

De vreemdelingen vinden in die vergunning een grooter voordeel dan die welke bij de overeenkomst voorzien zijn. Het is maar billijk dat zij niet afhankelijk gemaakt worde van voorwaarden die niet zouden toelaten ze te verkrijgen.

Daar artikel 4^{bis} moet opgevat worden zooals door de Italiaansche Afvaardiging werd aangewezen, zal de duur van een brevet, in België afgeleverd na den termijn van voorrang, in geen geval langer mogen zijn dan den langsten termijn waarvoor het brevet vroeger in het buitenland zal verleend geweest zijn, overeenkomstig artikel 14 van de wet van 24 Mei 1834.

Wat de brevetten betreft die binnen den termijn van voorrang worden gevraagd, deze zullen beschouwd worden als uitvindingsbrevetten, hebbende een normalen duur van twintig jaar, en volstrekt onafhankelijk zijn van de brevetten van oorsprong.

ARTIKEL 6.

De oude tekst voorzag de weigering van bescherming der merken enkel voor de neerleggingen welke beschouwd worden als strijdig met de zedelijkheid en de openbare orde. De verplichting voor de landen der Vereeniging, elk in het land van oorsprong aangeboden merk ter neerlegging toe te laten en als dusdanig te beschermen, had nochtans enkel betrekking op den vorm van het merk, met voorbehoud van het recht de merken te weigeren die, volgens de binnenlandsche wetgeving, buiten de bescherming gesloten waren om eene andere reden.

In werkelijkheid, hebben de landen niet nagelaten van dit recht gebruik te maken hetzij bij het voorafgaand onderzoek, hetzij des voorkomend om de neerlegging ongeldig te verklaren.

De oorzaken van weigering of ongeldigverklaring die de neerleggingen kunnen treffen werden nauwkeurig bepaald in eene opsomming van de

gevallen die doorgaans aangenomen zijn als zijnde een beletsel tegen de toeëigening van het merk door den aanvrager. Zij zijn in overeenstemming met de beginselen die uit onze wetsbepalingen ter zake voortvloeien.

Men heeft de bepaling van het 4^o van het oud Slotprotocol weggelaten, waarin gezegd wordt dat het merk van de bescherming niet uitgesloten kan worden mits het, in het opzicht der teekenen waaruit het bestaat, voldoe aan de wetgeving van het land van oorsprong en in dit land behoorlijk neergelegd werd; die weglating is gegrond op de moeilijkheden en gevaren welke de uitlegging van eene vreemde wet, door het Land dat ze moet toepassen, oplevert.

Daarentegen heeft men, in artikel 6 van het Slotprotocol, het recht erkend om van den aanvrager een behoorlijk bewijs van inschrijving in het land van oorsprong te eischen, daar die inschrijving een zeker bestuurlijk onderzoek van de merkteekens onderstelt, zelfs in die landen waar geen voorafgaand onderzoek van het voorwerp plaats heeft. 't Is om die reden dat, in artikel 6 der Overeenkomst, het woord « gedeponeerd » vervangen werd door « ingeschreven ».

Ten slotte worden bij dat zelfde artikel van het Slotprotocol zekere regelen gesteld waarop hoeft gelet tot inachtneming van de openbare orde, om de misbruiken te voorkomen waartoe dit begrip, bij uitbreiding, aanleiding zou kunnen geven.

ARTIKEL 7^{bis}.

De toelating tot de internationale bescherming van de merken van gemeenschappen vervult een wensch, die reeds geuit werd door de Brusselsche Conferentie en herhaaldelijk uitgedrukt werd door de internationale congressen van den nijverheidseigendom.

Het gebruik van het gemeenschappelijk merk, wil zeggen van een merk, dat door eene groep voortbrengers werd aangenomen tot onderscheiding van de voorwerpen der individueele voortbrenging harer leden, is van groot nut, niet alleen voor de gemeenschap doordien het aan deze het middel biedt tot bekendmaking van den gemeenschappelijken oorsprong, de gelijke wijze van fabricceering of voortbrenging van al hetgeen haar merk draagt, maar ook nog voor het publiek, omdat het daardoor die voortbrengselen kan onderscheiden als biddende de waarborgen van fabricceering, hoedanigheid, toezicht of andere, welke die van de groepeerings zijn.

Het begrip van het gemeenschappelijk merk sluit niet in zich dat de gemeenschap een nijverheids- of handelsgesticht moet bezitten.

Door zich in grondbeginsel te verbinden die merken ter neerlegging aan te nemen en ze te beschermen wanneer zij toebehooren aan gemeenschappen waarvan het bestaan niet strijdig is met de wet van het land van oorsprong, hebben de tot de Vereeniging toegetreden Staten zich de bevoegdheid voorbehouden de bijzondere voorwaarden te bepalen onder welke de gemeenschappen hare merken zullen kunnen doen beschermen.

In België, veroorlooft de wet van 31 Maart 1898 op de vakvereenigingen de neerlegging van een merk der Vereeniging, en regelt er het gebruik van.

Buiten die wet, zijn de gemeenschappelijke merken niet vatbaar voor bescherming volgens de van kracht zijnde wetgeving.

Aan de Regeering behoort het de noodige wetgevende maatregelen voor te stellen om de neerlegging dier merken in te richten, de rechten te bepalen die daaruit zullen ontstaan en de voorwaarden vast te stellen waaraan de gemeenschappen zullen moeten voldoen om tot de bescherming hunner merken te worden toegelaten.

ARTIKEL 9.

De aan den tekst van dit artikel toegebrachte wijzigingen hebben ten doel het verplichtend maken van de tot hiertoe facultatieve toepassing der maatregelen, bepaald tegen het invoeren van voortbrengselen die ongeoorloofd van een fabrieksmerk of van een handelsnaam voorzien zijn, zoo de binnenlandsche wetgeving zulks toelaat, en voor te schrijven dat, bij gebreke daarvan, de beteugeling in alle geval geschiede door de middelen welke die wetgeving biedt.

Een nieuw lid bepaalt, bovendien, dat die maatregelen tegelijk van toepassing zijn in het land waar het merk of de naam ongeoorloofd op het voortbrengsel werd gesteld en in datgene waar het voortbrengsel wordt ingevoerd.

Het verbod tot invoer mag in de beschouwde gevallen in België niet toegepast worden, doch de voortbrengselen mogen in beslag genomen worden op aanklacht van de benadeelde partij.

ARTIKEL 10bis.

Het grondbeginsel van het genot, voor de onderhoorigen der Vereeniging, van de bescherming die aan de inlanders verleend wordt tegen de oneerlijke mededinging, bedoeld bij het oud artikel 10bis, werd neergeschreven in artikel 2. Bij den nieuwen tekst van artikel 10bis nemen de verdragsluitende landen de verbintenis die bescherming werkdadig te maken.

Die bescherming is in ons land verzekerd door artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, die zeer dikwijls door het Gerecht worden toegepast om de misbruiken der mededinging te beteugelen.

Het ontwerp van wet op de handelspolitie dat thans aan het Parlement is onderworpen behelst eenige bijzondere regelen die sommige feiten van ongeoorloofde mededinging doelmatiger treffen.

ARTIKEL 12, 13 EN 14.

De bepalingen die het voorwerp uitmaakten van het 5° en het 6° van het oud Slotprotocol werden in de Conferentie zelve overgebracht, waarin zij thans voorkomen in artikelen 12, 13 en 14. De bepaling van het op 15 April 1891 te Madrid ondertekende Protocol, welke betrekking heeft op de inkomsten van het Internationaal Bureau, werd in voormeld artikel 13 opgenomen.

*
* * *

Zooals men weet, heeft de Conferentie, die in 1890-1891 te Madrid vergaderde, onder andere aanleiding gegeven tot het sluiten van eene schikking

betreffende de internationale inschrijving der fabrieksmerken. Daar die schikking de toetreding niet verworven heeft van al de Staten welke deel uitmaken van de Internationale Vereeniging opgericht door de hoofd-Overeenkomst, vormt zij eene beperkte Vereeniging, die een kleiner getal Staten groepeerd. België is een van de Staten welke die Bijzondere Akte heeft onderteeekend, die op 14 April 1891 te Madrid werd gesloten en, in de practijk, uitslagen van onbetwistbaar nut heeft opgeleverd.

De Conferentie van Washington heeft zich insgelijks beziggehouden met de herziening van bedoelde Schikking, reeds herzien tijdens de Brusselsche Conferentie, welke leidde tot de onderteekening van de toegevoegde Akte van 14 December 1900.

De aan die Schikking toegebrachte wijzigingen zijn weinig talrijk. Sommige betreffen enkel den vorm, de andere hebben betrekking op de publiciteit, op het recht van voorrang en op de uitgestrektheid van de bescherming.

De bekendmaking van het merk in de verzameling van het Internationaal Bureau moet als ten volle voldoende beschouwd worden. Het is dus niet noodig dat het bovendien nog op bijzondere wijze bekendgemaakt worde in het land, zelfs dan niet wanneer die bekendmaking door de nationale wet is voorgeschreven als voorwaarde tot bescherming der merken. Die regel, welke door een der Verdragsluitende landen werd miskend, werd uitdrukkelijk bepaald in een eindvolzin toegevoegd aan artikel 3. Hij werd door het Belgisch Beheer aangenomen te rekenen van de sluiting der eerste Schikking.

Opdat de bekendmaking doeltreffend weze wordt, bij al de maandelijksche bundels van de officieele verzameling der in België neergelegde merken, een exemplaar gevoegd van de verzameling der internationale merken van de overeenkomstige maand.

Artikel 4 werd aangevuld met een lid waarbij bepaald wordt dat het genot van het recht van voorrang zoowel geldt voor de internationale inschrijving als voor de neerlegging die rechtstreeks in elk land gedaan wordt. Bedoeld recht was aan de internationale merken toegekend als een gevolg van het eerste lid van dat zelfde artikel. Het was nuttig dit in de schikking neer te schrijven om de betwistingen te vermijden welke de beperkende termen van artikel 4 der algemeene Overeenkomst, waarbij het recht van voorrang werd ingesteld, omtrent die toepassing zou kunnen doen ontstaan.

De schikking voorzag het recht niet om, enkel voor sommige landen, aan de bescherming van het merk te verzaken. Die leemte wordt aangevuld door artikel 8^{bis}, dat ook de formaliteiten der verzaking regelt.

Aan artikel 9 werden twee leden toegevoegd. Het eene bepaalt hoe moet gehandeld worden om de lijst der voorwerpen, waarop het merk betrekking heeft, in te korten of aan te vullen; bij het andere wordt eene nieuwe neerlegging voorgeschreven voor het bijvoegen van nieuwe voortbrengselen of het vervangen van een voortbrengsel door een ander.

Luidens artikel 18 der Overeenkomst en artikel 12 der Schikking, moesten die twee akten uiterlijk op 1 April 1913 bekrachtigd worden om eene maand na dien datum in werking te treden. Ten gevolge van de voorbereidende werken, die de toepassing van sommige der nieuwe bepalingen vereischt, hebben verscheidene Staten hunne bekrachtigingen niet binnen den gestelden tijd kunnen neerleggen. De regeering der Vereenigde Staten, welke aangewezen werd om de bekrachtigingen der verdragsluitende landen te ontvangen, heeft het gepast geoordeeld eene verlenging van dien termijn voor te stellen, verlenging die waarschijnlijk maar van tamelijk korten duur zal zijn.

De Kamer zou den wensch der Regeering beantwoorden door, heel in 't kort, op de dagorde harer beraadslagingen te brengen het wetsontwerp bestemd tot goedkeuring van de te Washington onderteekende akten, welke een merklijken vooruitgang schijnen te zullen brengen in de conventionele regeling der internationale betrekkingen in zake nijverheidseigendom.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.



PROJET DE LOI

portant approbation des Actes internationaux concernant la protection de la propriété industrielle, signés à Washington le 2 juin 1911.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de Notre Ministre de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Etrangères est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Sont approuvés les Actes internationaux signés à Washington, le 2 juin 1911, en vue de modifier : 1° la Convention d'Union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900; 2° l'Arrangement de Madrid, du 14 avril 1891, pour l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900.

Donné à Laeken, le 24 avril 1913,

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

ONTWERP VAN WET

tot goedkeuring van de internationale Akten betreffende de bescherming van nijverheidseigendom, ondertekend te Washington op 2 Juni 1911.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

ERNIG ARTIKEL.

Zijn goedgekeurd de te Washington op 2 Juni 1911 onderteekende internationale Akten, tot wijziging van : 1° de Vereenigings-Overeenkomst van Parijs van 20 Maart 1883 tot bescherming van nijverheidseigendom, herzien te Brussel op 14 December 1900; 2° de Schikking van Madrid van 14 April 1891 voor de internationale inschrijving van fabrieks- of handelsmerken, herzien te Brussel op 14 December 1900.

Gegeven te Laken, den 24ⁿ April 1913.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

INTERNATIONALE VEREENIGING
TOT BESCHERMING VAN NIJVERHEIDSEIGENDOM.

Vereenigings-Overeenkomst van Parijs van 20 Maart 1883 tot bescherming
van nijverheidseigendom, herzien te Brussel op 14 December 1900
en te Washington op 2 Juni 1911.

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING VAN PRUISEN, NAMENS HET DUITSCHE KEIZERRIJK ; ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN OOSTENRIJK, KONING VAN BOHEMEN ENZ. EN APOSTOLISCH KONING VAN HONGARIJE VOOR OOSTENRIJK EN VOOR HONGARIJE ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN ; DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN BRAZILIË ; DE PRESIDENT VAN DE REPUBLIEK CUBA ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN DENEMARKEN ; DE PRESIDENT VAN DE DOMINIKAANSCHERE REPUBLIEK ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE ; DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA ; DE PRESIDENT VAN DE FRANSCHERE REPUBLIEK ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITANNIË EN IERLAND EN DE OVERZEESCHERE BRITSCHERE BEZITTINGEN, KEIZER VAN INDIË ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË ; ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN JAPAN ; DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN MEXICO ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN NOORWEGEN ; HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN ; DE PRESIDENT VAN DE VOORLOOPIGE REGEERING DER REPUBLIEK PORTUGAL ; ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN ; DE BONDSRAAD VAN HET ZWITSERSCH EEDGENOOTSCHAP ; DE REGEERING VAN TUNISIË, hebbende het nuttig geacht sommige wijzigingen en aanvullingen toe te brengen aan de Internationale Overeenkomst van 20 Maart 1883, tot oprichting van eene Internationale Vereeniging tot bescherming van nijverheidseigendom, herzien te Brussel op 14 December 1900, zoo hebben zij tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE DUITSCHE KEIZER, KONING VAN PRUISEN :

Den Heer D^r HANIEL VON HAIMHAUSEN, Raadsheer van de Ambassade van
Z. M. den Duitschen Keizer te Washington ;

Den Heer ROBOLSKI, Opperregeeringsraad, Raad-adviseur bij het Keizerlijk Departement van Binnenlandsche Zaken;

Den Heer Prof. Dr ALBERT OSTERRIETH;

ZIJNE MAJESTEIT DE KEIZER VAN OOSTENRIJK, KONING VAN BOHEMEN ENZ., EN APOSTOLISCH KONING VAN HONGARIJE :

Voor Oostenrijk en voor Hongarije :

Z. E. Den Heer Baron LADISLAS HENGELMULLER VON HENGELVAR, Zijn Geheimraad, Zijn Buitengewoon en Gevolmachtigd Ambassadeur te Washington ;

Voor Oostenrijk :

Z. E. den Heer Dr PAUL CHEVALIER BECK VON MANNAGETTA UND LERCHENAU, Zijn Geheimraad, Sectie-overste bij het K. K. Ministerie van Openbare Werken en Voorzitter van den K. K. Dienst der Uitvindingsbrevetten;

Voor Hongarije :

Den Heer ELEMÉR VON POMÉRY, Ministerieele Raadsheer bij den Hongaarschen Koninklijken Dienst der Uitvindingsbrevetten ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

Den Heer JULES BRUNET, Algemeen Bestuurder bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken ;

Den Heer GEORGES DE RO, Plaatsvervangend Senator, Afgevaardigde van België op de Conferentiën tot bescherming van Nijverheidseigendom te Madrid en te Brussel ;

Den Heer ALBERT CAPITAINE, Advocaat bij het Hof van Beroep te Luik ;

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN BRAZILIË :

Den heer R. DE LIMA E SILVA, Zaakgelastigde der Vereenigde Staten van Brazilië te Washington ;

DE PRESIDENT VAN DE REPUBLIEK CUBA :

Z. E. den Heer RIVERO, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Cuba te Washington ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN DENEMARKEN :

Den Heer MARTIN J. C. T. CLAN, Consul-Generaal van Denemarken te New-York ;

DE PRESIDENT VAN DE DOMINIKAANSCH REPUBLIEK :

Z. E. den Heer EMILIO C. JOUBERT, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van de Dominikaansche Republiek te Washington ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN SPANJE :

Z. E. DON JUAN RIAÑO Y GAYANGOS, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Washington ;

Z. E. DON JUAN FLOREZ POSADA, Bestuurder van de ingenieursschool te Madrid ;

DE PRESIDENT DER VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

Den Heer EDWARD BRUCE MOORE, Commissioner of Patents ;

Den Heer FREDERICK P. FISH, Advocaat bij het Hooger Gerechtshof der Vereenigde Staten en bij het Hooger Gerechtshof van den Staat New-York ;

Den Heer CHARLES H. DUELL, gewezen Commissaris der brevetten, gewezen Rechter bij het Hof van Beroep van het District Colombia, Advocaat bij het Hooger Gerechtshof der Vereenigde Staten en bij het Hooger Gerechtshof van den Staat New-York ;

Den Heer ROBERT H. PARKINSON, Advocaat bij het Hooger Gerechtshof der Vereenigde Staten en bij het Hooger Gerechtshof van den Staat Illinois ;

Den Heer MELVILLE CHURCH, Advocaat bij het Hooger Gerechtshof der Vereenigde Staten ;

DE PRESIDENT DER FRANSCH E REPUBLIEK :

Den Heer LEFÈVRE-PONTALIS, Raadsheer van de Ambassade der Fransche Republiek te Washington ;

Den Heer GEORGES BRETON, Bestuurder van den nationalen Dienst van den Nijverheidseigendom ;

Den Heer MICHEL PELLETIER, Advocaat bij het Hof van Beroep te Parijs, Afgevaardigde op de Conferentiën tot bescherming van Nijverheidseigendom te Rome, te Madrid en te Brussel ;

Den Heer GEORGES MAILLARD, Advocaat bij het Hof van Beroep te Parijs ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITANNIË EN IERLAND EN DE OVERZEESCHE BRITSCH E BEZITTINGEN, KEIZER VAN INDIË :

Den Heer ALFRED MITCHELL INNES, Raadsheer van de Ambassade van Zijne Britsche Majesteit te Washington ;

Sir ALFRED BATEMAN, K. C. M. G., gewezen Comptroller General of Commerce, Labor and Statistics ;

M. W. TEMPLE FRANKS, Comptroller General of Patents, Designs and Trade-Marks ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ITALIË :

Nob. LAZZARO DEI MARCHESI NEGROTTO CAMBIASO, Raadsheer van de Ambassade van Z. M. den Koning van Italië te Washington ;

Den Heer EMILIO VENEZIAN, Ingenieur, Opziener van het Ministerie van Landbouw, Handel en Nijverheid ;

Den Heer Dr. GIOVANNI BATTISTA CECCATO, Handelstoegevoegde bij de Ambassade van Z. M. den Koning van Italië te Washington ;

ZIJNE MAJESTEIT DEN KEIZER VAN JAPAN :

Den Heer K. MATSUI, Raadsheer van de Ambassade van Z. M. den Keizer van Japan te Washington ;

Den Heer MORIO NAKAMATSU, Bestuurder van den Dienst der brevetten ;

DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN MEXICO :

Den Heer JOSÉ DE LAS FUENTES, Ingenieur, Bestuurder van den Dienst der brevetten ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN NOORWEGEN :

Den Heer AUBERT, Secretaris van het Gezantschap van Z. M. den Koning van Noorwegen te Washington ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Den Heer Dr. F. W. J. G. SNYDER VAN WISSENKERKE, Bestuurder van den Dienst van den Nijverheidseigendom, Raadsheer bij het Ministerie van Justitie ;

DE PRESIDENT VAN DE VOORLOOPIGE REGEERING DER REPUBLIEK PORTUGAL :

Z. E. den heer Burggraaf DE ALTE, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Portugal te Washington ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN ZWEDEN :

Z. E. den Heer Graaf ALBERT EHRENSVÄRD, Zijn Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Washington ;

DE BONDSRAAD VAN HET ZWITSERSCH EEDGENOOTSCAP :

Z. E. den Heer PAUL RITTER, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van Zwitserland te Washington ;

Den Heer W. KRAFT, Adjunct van het Bondsbureau van den nijverheidseigendom te Bern ;

Den Heer HENRI MARTIN, Secretaris van het Zwitsersch Gezantschap te Washington ;

DE PRESIDENT VAN DE FRANSCH REPUBLIEK, VOOR TUNISIË :

Den Heer DE PERETTI DE LA ROCCA, Eerste-secretaris van de Ambassade van de Fransche Republiek te Washington ;

Dewelke, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, zijn overeengekomen omtrent de volgende artikelen :

ARTIKEL ÉÉN.

De verdragsluitende landen vormen eene Vereeniging tot bescherming van nijverheidseigendom.

ARTIKEL 2.

De onderdanen of burgers van elk der verdragsluitende landen zullen, in al de andere landen der Vereeniging, ten opzichte van de uitvingsbrevetten, de nuttigheidsmodellen, de teekeningen of modellen voor de nijverheid, de fabrieks- of handelsmerken, den handelsnaam, de aanwijzingen betreffende de herkomst, de betugeling van oneerlijke mededinging, de voordeelen genieten welke de wederzijdsche wetten thans aan de inlanders toekennen of in het vervolg zullen toekennen. Dientengevolge zullen zij dezelfde bescherming als deze en hetzelfde wettelijk verhaal tegen elke inbreuk op hunne rechten hebben, mits zij de voorwaarden en formaliteiten vervullen die aan de inlanders zijn opgelegd. Geenerlei verplichting betreffende verblijfplaats of vestiging in het land waar de bescherming wordt ingeroepen, kan worden opgelegd aan degenen waarvoor de Vereeniging geldt.

ARTIKEL 3.

Worden gelijkgesteld met de onderdanen of burgers van de verdragsluitende landen, de onderdanen of burgers van de niet aan de Vereeniging deelnemende landen, die op het grondgebied van een der landen van de Vereeniging metterwoon gevestigd zijn of die er werkelijke en ernstige nijverheids- of handelsgestichten hebben.

ARTIKEL 4.

(a) Wie in een der verdragsluitende landen eene vraag om een uitvindingsbrevet, ofwel een nuttigheidsmodel, eene teekening of een model voor de nijverheid, een fabrieks- of handelsmerk behoorlijk neergelegd heeft, of zijn rechthebbende, geniet, voor het neerleggen in de andere landen, alle rechten van derden voorbehouden, een recht van voorrang gedurende de hierna gestelde termijnen.

(b) Bijgevolg kan latere neerlegging in een der andere landen van de Vereeniging, vóór het vervallen van die termijnen, niet ongeldig worden door ondertusschen voorgevallen feiten, inzonderheid door eene andere neerlegging, door de bekendmaking van de uitvinding of door dezer exploitatie, door het te koop stellen van exemplaren van de teekening of het model, door het gebruik van het merk.

(c) Voormelde termijnen van voorrang zijn gesteld op twaalf maanden voor de uitvindingsbrevetten en de nuttigheidsmodellen, en op vier maanden voor de teekeningen of modellen voor de nijverheid, alsmede voor de fabrieks- of handelsmerken.

(d) Wie zich wil beroepen op den voorrang eener vroegere neerlegging, moet eene aangifte doen met aanwijzing van den datum en het land dier neerlegging. Elk land zal bepalen op welk oogenblik die aangifte uiterlijk moet gedaan worden. Die aanwijzingen zullen vermeld worden in de uitgaven die van het bevoegd Beheer uitgaan, inzonderheid op de brevetten en de daarop betrekking hebbende beschrijvingen. De verdragsluitende landen

kunnen, van dengene die eene verklaring van voorrang doet, vergen dat hij een afschrift indiene van de vroeger neergelegde vraag (beschrijving, teekeningen enz.), echt verklaard door het Beheer dat ze ontvangen heeft. Dit afschrift is vrij van alle legalisatie. Er kan vereischt worden dat het vergezeld weze van een bewijs betreffende den datum der neerlegging en uitgaande van voormeld Beheer, alsmede van eene vertaling. Voor de verklaring van voorrang mogen, bij de neerlegging van de vraag, geen andere formaliteiten geveerd worden. Elk verdragsluitend land bepaalt de gevolgen van het verzuimen van de bij dit artikel voorziene formaliteiten, zonder dat die gevolgen grooter mogen wezen dan het verlies van het recht van voorrang.

(e) Later kunnen andere uitleggingen gevraagd worden.

ARTIKEL 4^{bis}.

De brevetten in de verschillende verdragsluitende landen aangevraagd door personen die, luidens artikelen 2 en 3, tot de voordeelen van de Overeenkomst zijn toegelaten, zijn onafhankelijk van de brevetten, voor dezelfde uitvinding verkregen in de andere al of niet tot de Vereeniging toegetreden landen.

Die bepaling moet verstaan worden op eene algemeene wijze, inzonderheid in dezen zin, dat de binnen den termijn van voorrang gevraagde brevetten onafhankelijk zijn, zoowel in het opzicht van de oorzaken van ongeldigheid en verval, als in het opzicht van den normalen duur.

Zij is van toepassing op al de brevetten die bestaan ten tijde dat zij van kracht wordt.

Bij toetreding van nieuwe landen, zal die bepaling eveneens gelden ten opzichte van de brevetten die van weerszijden bestaan ten tijde van de toetreding.

ARTIKEL 5.

De invoering, door den brevethouder, in het land waar het brevet verleend werd, van voorwerpen die in het een of het ander der landen van de Vereeniging vervaardigd werden, zal het brevet niet doen vervallen.

De brevethouder zal evenwel verplicht blijven zijn brevet te exploiteeren overeenkomstig de wetten van het land waar hij de gebreveteerde voorwerpen invoert, doch met de beperking dat het brevet, wegens niet-exploiteeren in een der landen van de Vereeniging, maar vervallen kan verklaard worden na een termijn van drie jaar, gerekend met ingang van de neerlegging der aanvraag in bedoeld land, en enkel ingeval de gebreveteerde de oorzaken zijner werkeloosheid niet mocht opgeven.

ARTIKEL 6.

Elk fabrieks- of handelsmerk, dat in het land van oorsprong regelmatig werd ingeschreven, zal in al de andere landen der Vereeniging ter neerlegging toegelaten en, als dusdanig, beschermd worden.

Kunnen echter geweigerd of ongeldig verklaard worden :

1^o De merken die van aard zijn om inbreuk te doen op rechten, door derden verkregen in het land waar de bescherming wordt ingeroepen.

2^o De merken die hoegenaamd geen onderscheidenden aard hebben of die uitsluitend bestaan uit teekens of aanwijzingen welke, in den handel, kunnen dienen om de soort, de hoedanigheid, de hoeveelheid, de bestemming, de waarde, de plaats van herkomst der voortbrengsels of het tijdstip der voortbrenging aan te duiden, of welke in gebruik gekomen zijn in de gewone taal of de eerlijke en vaste gewoonten van den handel van het land waar de bescherming wordt ingeroepen.

Bij de beoordeeling van den onderscheidenden aard van een merk, dient rekening te worden gehouden met al de bestaande omstandigheden, inzonderheid met den tijd gedurende denwelke het merk gebruikt werd.

3^o De merken die strijdig zijn met de zedelijkheid of met de openbare orde.

Als land van oorsprong zal beschouwd worden het land waar de inzender zijne voornaamste inrichting heeft.

Indien die voornaamste inrichting niet in een der landen van de Vereeniging gevestigd is, zal het land, waartoe de inzender behoort, als land van oorsprong beschouwd worden.

ARTIKEL 7.

De aard van het voortbrengsel, waarop het fabrieks- of handelsmerk geplaatst moet worden, kan in geen geval een heletsel tegen de neerlegging van het merk wezen.

ARTIKEL 7^{bis}.

De verdragsluitende landen verbinden zich tot neerlegging toe te laten alsmede te beschermen, de merken welke behooren aan gemeenschappen waarvan het bestaan niet strijdig is met de wet van het land van oorsprong, zelfs dan wanneer die gemeenschappen geene nijverheids- of handelsinrichting bezitten.

Elk land zal echter oordeelen over de bijzondere voorwaarden onder welke eene gemeenschap hare merken zal mogen doen beschermen.

ARTIKEL 8.

De handelsnaam zal in alle landen der Vereeniging, zonder verplichting van neerlegging, beschermd worden, of die naam al dan niet deel uitmaakt van een fabrieks- of handelsmerk.

ARTIKEL 9.

Elk voortbrengsel dat ongeoorloofd van een fabrieks- of handelsmerk of van een handelsnaam voorzien is, zal in beslag genomen worden bij den invoer in die landen der Vereeniging, waar dit merk of die naam aanspraak hebben op bescherming bij de wet.

Zoo de wetgeving van een land geen inbeslagneming bij den invoer duldt, zal die inbeslagneming worden vervangen door verbod tot invoer.

De inbeslagneming zal ook geschieden in het land waar het merk of de naam zonder oorlof op het voortbrengsel werd gesteld, of in het land waar het voortbrengsel werd ingevoerd.

De inbeslagneming zal plaats hebben ten verzoeken hetzij van het openbaar ministerie, hetzij van om 't even welke andere bevoegde overheid, hetzij van eene belanghebbende partij, particulier of maatschappij, overeenkomstig de binnenlandsche wetgeving van ieder land.

Bij doorvoer is de overheid niet verplicht tot het in beslag nemen.

Zoo de wetgeving van een land noch inbeslagneming bij invoer, noch verbod tot invoer, noch inbeslagneming in het binnenland duldt, dan worden die maatregelen vervangen door de handelingen en middelen die de wet van dit land in dergelijk geval aan de inlanders zou toezeggen.

ARTIKEL 10.

De bepalingen van het vorige artikel gelden ten opzichte van elk voortbrengsel, waarop, als aanwijzing van herkomst, valschelijk de naam van eene bepaalde plaats staat, wanneer die aanwijzing toegevoegd is aan een veronderstelden of met een bedrieglijk inzicht ontleenden handelsnaam.

Wordt aangemerkt als belanghebbende partij ieder voortbrenger, fabrikant of handelaar, die betrokken is in de voortbrenging, de vervaardiging van of den handel in dit voortbrengsel, als hij gevestigd is hetzij in de als plaats van herkomst valschelijk aangegeven plaats, hetzij in de streek waar die plaats gelegen is.

ARTIKEL 10^{bis}.

Al de verdragsluitende landen verbinden zich om aan hen op wie de Overeenkomst van toepassing is, eene werkdadige bescherming tegen oneerlijke mededinging te verzekeren.

ARTIKEL 11.

De verdragsluitende landen zullen, overeenkomstig de in elk land geldende wetsbepalingen, tijdelijke bescherming verleen en aan uitvindingen die voor breveteering vatbaar zijn, aan de nuttigheidsmodellen, aan de teekeningen of modellen voor de nijverheid, alsmede aan de fabrieks- of handelsmerken, voor de voortbrengselen die uitgesteld worden op officieele of officieel erkende internationale tentoonstellingen, ingericht op het grondgebied van een der landen.

ARTIKEL 12.

Ieder der verdragsluitende landen verbindt zich om een bijzonderen dienst van den nijverheidseigendom en eene centrale bewaarplaats in te richten, tot mededeeling aan het publiek van de uitvindingsbrevetten, van

de nuttigheidsmodellen, van de teekeningen of modellen voor de nijverheid en van de fabrieks- of handelsmerken.

Bedoelde dienst zal, zooveel mogelijk, een officieel tijdschrift uitgeven.

ARTIKEL 13.

De internationale dienst, ingesteld te Bern onder den naam van Internationaal Bureel tot bescherming van nijverheidseigendom, staat onder het hooge gezag van de Regeering van het Zwitsersch Eedgenootschap, die er de inrichting van regelt en toezicht houdt over zijne werking.

Het Internationaal Bureel zal de inlichtingen van allen aard verzamelen, die op de bescherming van den nijverheidseigendom betrekking hebben, en deze samenvatten in eene algemeene statistiek, die aan al de Beheeren zal uitgedeeld worden. Het zal studiën van gemeenschappelijk nut ondernemen die voor de Vereeniging van belang zijn en, met behulp van de bescheiden welke door de verschillende Beheeren te zijner beschikking gesteld zullen worden, in het Fransch, een tijdschrift opstellen over de vraagstukken die met het doel der Vereeniging in betrekking staan.

De nummers van dit tijdschrift zullen, evenals alle bescheiden die door het Internationaal Bureel worden uitgegeven, onder de Beheeren van de landen der Vereeniging verdeeld worden in verhouding tot het verder aantal aangewezen eenheden. De exemplaren en bescheiden welke mochten bijgevraagd worden hetzij door bedoelde Beheeren, hetzij door maatschappijen of bijzondere personen, moeten afzonderlijk betaald worden.

Het Internationaal Bureel zal zich te allen tijde ter beschikking van de leden der Vereeniging moeten houden, ten einde hun, over de vraagstukken betreffende den internationalen dienst tot bescherming van den nijverheidseigendom, de bijzondere inlichtingen te geven die zij noodig zouden kunnen hebben. Het zal over zijn Beheer een jaarlijksch verslag opstellen dat aan al de leden der Vereeniging zal worden medegedeeld.

De officieele taal van het Internationaal Bureel zal het Fransch zijn.

De onkosten van het Internationaal Bureel worden door de verdragsluitende landen gemeenschappelijk gedragen. In geen geval, zullen zij hooger mogen belooopen dan zestig duizend frank 's jaars.

Om het aandeel van ieder land in het gezamenlijk bedrag der onkosten te bepalen, worden de verdragsluitende landen en die welke later tot de Vereeniging mochten toetreden, verdeeld in zes klassen, die ieder in evenredigheid van een zeker aantal eenheden bijdragen, te weten :

	Eenheden.
1 ^e klasse	25
2 ^e klasse	20
3 ^e klasse	15
4 ^e klasse	10
5 ^e klasse	5
6 ^e klasse	3

Die coëfficiënten worden vermenigvuldigd met het getal landen van iedere klasse en de som der aldus verkregen producten vormt het getal eenheden, waardoor het totaal der onkosten moet gedeeld worden. Het quotient zal het bedrag van de eenheid van onkosten uitmaken.

Ieder der verdragsluitende landen duidt, bij zijne toetreding, de klasse aan waarin het verlangt opgenomen te worden.

De Regeering van het Zwitsersch Eedgenootschap houdt toezicht over de uitgaven van het Internationaal Bureel, verstrekt de noodige voorschotten en maakt de jaarlijksche rekening op, die aan al de andere Beheeren wordt medegedeeld.

ARTIKEL 14.

Deze Overeenkomst zal geregeld aan herziening onderworpen worden ten einde zulke verbeteringen te ondergaan welke geschikt zijn om het stelsel der Vereeniging te volmaken.

Te dien einde zullen, achtereenvolgens, in een der verdragsluitende landen, conferentiën onder de afgevaardigden dier landen plaats hebben.

Het Beheer van het land waar eene Conferentie moet bijeenkomen zal, met de medewerking van het Internationaal Bureel, het werk der Conferentie voorbereiden.

De Bestuurder van het Internationaal Bureel zal de zittingen der Conferentiën bijwonen en aan de besprekingen deelnemen, zonder evenwel stemgerechtigd te zijn.

ARTIKEL 15.

Het is verstaan, dat de verdragsluitende landen zich wederkeerig het recht voorbehouden om onderling, afzonderlijk, bijzondere schikkingen tot bescherming van den nijverheidseigendom te treffen, in zoover die schikkingen niet in strijd zijn met de bepalingen dezer Overeenkomst.

ARTIKEL 16.

De landen die aan deze Overeenkomst geen deel hebben genomen, zullen, op hun verzoek, worden toegelaten om tot deze toe te treden.

Deze toetreding zal langs diplomatieken weg worden medegedeeld aan de Regeering van het Zwitsersch Eedgenootschap, en door dit laatste aan al de andere Regeeringen.

Zij zal rechtens medebrengen instemming met de bepalingen en toelating tot al de voordeelen, door deze Overeenkomst vastgesteld, en zal hare uitwerking hebben eene maand na de opzending van de mededeeling, die door de Regeering van het Zwitsersch Eedgenootschap aan de andere landen der Vereeniging wordt gedaan, tenzij het toetredend land een lateren datum hebbe gesteld.

ARTIKEL 16bis.

De verdragsluitende landen hebben het recht te allen tijde tot deze Overeenkomst toe te treden voor hunne koloniën, bezittingen, aanhoorigheden en protectoraten, of voor sommige dezer.

Te dien einde kunnen zij hetzij eene algemeene verklaring afleggen waardoor al hunne koloniën, bezittingen, aanhoorigheden en protectoraten in de toetreding worden begrepen, hetzij uitdrukkelijk die opnoemen die daarin begrepen worden, hetzij zich bepalen tot aanwijzing van de uitgeslotene.

Die verklaring zal schriftelijk gedaan worden aan de Regeering van het Zwitsersch Eedgenootschap en, door deze, aan al de andere Regeeringen.

De verdragsluitende landen kunnen, in dezelfde voorwaarden, de Overeenkomst opzeggen voor hunne koloniën, bezittingen, aanhoorigheden of protectoraten of voor sommige dezer.

ARTIKEL 17.

De uitvoering der wederkeerige verbintenissen, in deze Overeenkomst vervat, is, voor zooveel noodig, ondergeschikt aan de vervulling van de formaliteiten en regelen vastgesteld door de Staatswetten van die verdragsluitende landen, welke gehouden zijn de toepassing daarvan uit te lokken, hetgeen zij zich verbinden binnen den kortst mogelijken tijd te zullen doen.

ARTIKEL 17^{bis}.

Deze Overeenkomst zal van kracht blijven gedurende een onbepaalden tijd, tot een jaar na den dag waarop zij zal zijn opgezegd.

Die opzegging zal gericht worden aan de Regeering van het Zwitsersch Eedgenootschap. Zij zal alleen gelden voor het land dat haar zal hebben gedaan, terwijl de Overeenkomst voor de andere landen van de Vereeniging van kracht zal blijven.

ARTIKEL 18.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging ervan zullen neergelegd worden te Washington, uiterlijk op 1 April 1913. Zij zal, onder de landen die ze zullen bekrachtigd hebben, in uitvoering gesteld worden eene maand na het vervallen van dien termijn.

Deze Overeenkomst met haar Slotprotocol vervangt, in de betrekkingen tusschen de landen die ze zullen bekrachtigd hebben : de Overeenkomst van Parijs van 20 Maart 1883; het bij die Overeenkomst behoorend Slotprotocol; het Protocol van Madrid van 15 April 1891 betreffende de inkomsten van het Internationaal Bureau, en de Toegevoegde Akte van Brussel van 14 December 1900. De zooeven genoemde akten zullen evenwel van kracht blijven in de betrekkingen met de landen, die de tegenwoordige Overeenkomst niet mochten bekrachtigd hebben.

ARTIKEL 19.

Deze Overeenkomst zal onderteekend worden in een enkel exemplaar, dat zal gelegd worden bij de archieven van de Regeering der Vereenigde Staten. Een echt verklaard afschrift zal door deze Regeering overgemaakt worden aan elk der landen van de Vereeniging.

Ten blijké waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze Overeenkomst hebben onderteekend.

Gedaan te Washington, in een enkel exemplaar, den 2ⁿ Juli 1911.

Voor Duitschland :	Onderteekend :	HANIEL VON HAIMHAUSEN.
	»	H. ROBOLSKI.
	»	ALBERT ÖSTERRIETH.
Voor Oostenrijk en voor Hongarije :	»	L. baron de HENGELMULLER, ambassadeur van Oostenrijk-Hongarije.
Voor Oostenrijk :	»	D ^r PAUL, Chevalier BECK DE MAN- NAGETTA et LERCHENAU, sectie- overste en Voorzitter van den K. K. dienst der uitvindingsbrevetten.
Voor Hongarije :	»	ELEMÉR DE POMPÉRY, ministe- rieel raadsheer bij den Hongaar- schen Koninklijken dienst der uitvindingsbrevetten.
Voor België :	»	J. BRUNET.
	»	GEORGES DE RO.
	»	CAPITAINE.
Voor Brazilië :	»	R. DE LIMA E SILVA.
Voor Cuba :	»	ANTONIO MARTIN RIVERA.
Voor Denemarken :	»	J. CLAN.
Voor de Dominikaansche Republiek :	»	EMILIO C. JOUBERT.
Voor Spanje :	»	JUAN RIAÑO Y GAYANGOS.
	»	J. FLOREZ POSADA.
Voor de Vereenigde Staten van Amerika :	»	EDWARD BRUCE MOORE.
	»	MELVILLE CHURCH.
	»	CHARLES H. DUELL.
	»	ROBT. H. PARKINSON.
	»	FREDERICK P. FISH.
Voor Frankrijk :	»	PIERRE LEFÈVRE-PONTALIS.
	»	G. BRETON.
	»	MICHEL PELLETIER.
	»	GEORGES MAILLARD.

Voor Groot-Britannië : Onderteekend :	A. MITCHELL INNES.
»	A. E. BATEMAN.
»	W. TEMPLE FRANKS.
Voor Italië :	» LAZZARO NEGROTTI CAMBIASO
	» EMILIO VENEZIAN.
	» G.-B. CECCATA.
Voor Japan :	» K. MATSUI.
	» MORIO NAKAMATSU.
Voor de Vereenigde Staten van Mexico :	» J. DE LAS FUENTES.
Voor Noorwegen :	» LUDWIG AUBERT.
Voor Nederland :	» SNYDER VAN WISSENKERKE.
Voor Portugal :	» J.-F.-H.-M. DA FRANCA, V ^{te} d'Alta.
Voor Zweden :	» ALBERT EHRENSVÄRD.
Voor Zwitserland :	» P. RITTER.
	» W. KRAFT
	» HENRI MARTIN,
Voor Tunisië :	» E. DE PERETTI DE LA ROCCA.

SLOTPROTOCOL.

Bij de onderteekening der op den dag van heden gesloten Akte, zijn de ondergeteekende Gevolmachtigden overeengekomen omtrent hetgeen volgt:

AD. ARTIKEL 1.

Het woord « nijverheidseigendom » moet in zijne ruimste beteekenis worden verstaan : het strekt zich uit tot om 't even welke voortbrengselen van het gebied der landbouwnijverheid (wijnen, granen, vruchten, vee enz.) en der mijnnijverheid (ertsen, minerale wateren enz.).

AD. ARTIKEL 2.

a) Onder de benaming uitvindingsbrevetten zijn begrepen de verschillende soorten van nijverheidsbrevetten, die door de wetgeving der verdragsluitende landen erkend zijn, zooals brevetten van invoer, brevetten van verbetering, enz., zoowel voor de werkwijzen als voor de voortbrengselen.

b) Het is verstaan dat de bepaling van artikel 2, naar luid waarvan degenen, waarop de Vereeniging van toepassing is, vrijgesteld zijn van de verplichting betreffende verblijf en vestiging, in dien zin moet uitgelegd worden dat zij moet toegepast worden op al de rechten die krachtens de overeenkomst van 20 Maart 1883 ontstaan zijn vóór de inwerkingtreding van de tegenwoordige Akte.

c) Het is verstaan, dat de bepaling van artikel 2 geenerlei afbreuk doet aan de wetgeving van elk der verdragsluitende landen, wat betreft de rechtspleging die voor de rechtbanken gevolgd wordt en de bevoegdheid dier rechtbanken, alsmede wat betreft de kiezing van eene woonstede of de aanstelling van een lasthebber, formaliteiten vereischt bij de wetten op de brevetten, de nuttigheidsmodellen, de merken enz.

AD. ARTIKEL 4.

Het is verstaan dat, wanneer eene teekening of een model voor de nijverheid in een land zal gedeponereerd geworden zijn krachtens een recht van voorrang gegrond op de deponeering van een nuttigheidsmodel, de termijn van voorrang enkel die zal wezen, welke bij artikel 4 gesteld is voor de teekeningen en modellen voor de nijverheid.

AD. ARTIKEL 6.

Het is verstaan dat de bepaling van het eerste lid van artikel 6 het recht niet uitsluit om van den aanvrager een behoorlijk bewijs van inschrijving in het land van oorsprong te eischen, dat door de bevoegde overheid werd afgeleverd.

Het is verstaan dat het gebruik der openbare wapens, rang- en eere-teekens, waartoe de bevoegde machten geene toelating mochten verleend hebben, of het gebruik der officieele, door een verdragsluitend land aangenomen teekens en stempels tot nazicht en merking, beschouwd kan worden als strijdig met de openbare orde, in den zin van n^o 3 van artikel 6.

Zullen echter niet als strijdig met de openbare orde beschouwd worden de merken die, met de toelating der bevoegde machten, de afdrukken bevatten van openbare wapens, eere- en rangteekens.

Het is verstaan dat een merk niet als strijdig met de openbare orde kan beschouwd worden om de enkele reden dat het niet overeenkomt met eenige bepaling der welgeving op de merken, behalve wanneer die bepaling zelve betrekking heeft op de openbare orde.

Dit Slotprotocol, dat zal bekrachtigd worden terzelfdertijd als de op den dag van heden gesloten Akte, zal beschouwd worden als makende een onafscheidbaar deel uit van die Akte, en zal gelijke kracht, waarde en duur hebben.

Ten blijk waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit Protocol hebben onderteekend.

Gedaan te Washington, in een enkel exemplaar, den 2^a Juni 1911.

Onderteekend : HANIEL VON HAIMHAUSEN,

» H. ROBOLSKI,
» ALBERT OSTERRIETH,
» L. baron DE HENGELMULLER,
» Dr PAUL, chevalier BECK DEMANNAGETTA et LERCHENAU,
» ELEMÉR DE POMPÉRY,
» J. BRUNET,
» GEORGES DE RO,
» CAPITAINE,
» R. DE LIMA E SILVA,
» J. CLAN,
» JUAN RIAÑO Y GAYANGOS,
» J. FLOREZ POSADA,
» EDWARD BRUCE MOORE,
» MELVILLE CHURCH,
» CHARLES H. DUELL,
» FREDERICK P. FISH,
» ROBERT H. PARKINSON,
» EMILIO C. JOUBERT,
» PIERRE LEFÈVRE-PONTALIS,
» MICHEL PELLETIER,
» G. BRETON,
» GEORGES MAILLARD,
» A. MITCHELL INNES,
» A. E. BATEMAN,

Onderteevend : W. TEMPLE FRANKS,
» LAZARRO NEGROTTO CAMBIASO,
» EMILIO VENEZIAN,
» G. B. CECCATO,
» K. MATSUI,
» MORIO NAKAMATSU,
» J. DE LAS FUENTES,
» SNYDER VAN WISSENKERKE,
» J. F. H. M. DA FRANCA, V^{te} d'Alte,
» ALBERT EHRENSVÄRD,
» P. RITTER,
» W. KRAFT,
» HENRI MARTIN,
» E. DE PERETTI DE LA ROCCA,
» LUDWIG AUBERT,
» ANTONIO MARTIN RIVERO.

INTERNATIONALE VEREENIGING TOT BESCHERMING
VAN NIJVERHEIDSEIGENDOM

Schikking van Madrid van 14 April 1891 voor de internationale inschrijving van fabrieks- of handelsmerken, herzien te Brussel op 14 December 1900, en te Washington op 2 Juni 1911, gesloten tusschen Oostenrijk, Hongarije, België, Brazilë, Cuba, Spanje, Frankrijk, Italië, Mexico, Nederland, Portugal, Zwitserland en Tunisië.

De ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd door hunne wederzijdsche regeeringen, hebben, na gemeen overleg, den volgenden tekst vastgesteld, tot vervanging van de Schikking onderteekend te Madrid op 14 April 1891, en van de Toegevoegde Akte onderteekend te Brussel op 14 December 1900, te weten :

ARTIKEL ÉÉN.

De onderdanen of burgers van elk der verdragsluitende landen zullen zich, in al de andere landen, de bescherming hunner ter neerlegging in het land van oorsprong aangenomen fabrieks- of handelsmerken kunnen verzekeren, mits neerlegging der gezegde merken op het Internationaal Bureel, te Bern, gedaan door tusschenkomst van het Beheer van gezegd land van oorsprong.

ARTIKEL 2.

Worden gelijkgesteld met de onderdanen of burgers van de verdragsluitende landen, de onderdanen of burgers van de tot deze schikking niet toegetreden landen die, op het grondgebied van de door die schikking gestichte beperkte Vereeniging, voldoen aan de voorwaarden gesteld bij artikel 3 van de algemeene Overeenkomst.

ARTIKEL 3.

Het Internationaal Bureel zal de overeenkomstig artikel 1 gedeponeerde merken onmiddellijk inschrijven. Die inschrijving zal het aan de verschillende Beheeren mededeelen. De ingeschreven merken zullen worden bekend gemaakt in een tijdschrift, uitgegeven door het Internationaal Bureel, door middel van de aanwijzingen voorkomende in de aanvraag tot inschrijving en van een door den brevethouder bezorgd cliché.

Doet de brevethouder de kleur gelden als onderscheidingsmiddel van zijn merk, zoo moet hij :

1^o Zulks aangeven en, bij de neerlegging, eene melding overleggen waarin de vereischte kleur of kleuren-combinatie staat aangewezen ;

2^o Bij zijne vraag exemplaren van dat merk in kleurendruk voegen, dewelke zullen worden gehecht aan de mededeelingen door het Internationaal Bureel te doen. Het aantal van die exemplaren zal door het Reglement tot uitvoering worden vastgesteld.

Met het oog op de publiciteit, in de verdragsluitende landen aan de ingeschreven merken te geven, zal elk Beheer van het Internationaal Bureel kosteloos zooveel exemplaren van voornoemde uitgave ontvangen als het zal gelieven te vragen. Die publiciteit zal in al de verdragsluitende landen als ten volle voldoende worden beschouwd en geene enkele andere zal van den brevethouder kunnen vereischt worden.

ARTIKEL 4.

Van het tijdstip der aldus op het Internationaal Bureel gedane inschrijving af, zal de bescherming van het merk in elk der verdragsluitende landen gelden alsof het merk aldaar rechtstreeks ware neergelegd.

Het merk dat op het International Bureel wordt ingeschreven binnen de vier maanden na den datum van neerlegging in het land van oorsprong, zal genieten van het recht van voorrang bepaald bij artikel 4 der algemeene Overeenkomst.

ARTIKEL 4bis.

Wanneer een merk, dat reeds in één of meer der verdragsluitende landen neergelegd is, later, door het Internationaal Bureel, op naam van denzelfden titularis of van zijnen rechthebbende wordt ingeschreven, wordt de internationale inschrijving beschouwd als de vroeger binnenslands gedane inschrijvingen te vervangen, onverminderd de rechten, door laatstgenoemde inschrijvingen verkregen.

ARTIKEL 5.

In de landen waar zij er door de wetsbepalingen toe gemachtigd zijn, zullen de Beheeren, die van het Internationaal Bureel kennis ontvangen van de inschrijving van een merk, bevoegd zijn te verklaren dat, op hun grondgebied, geen bescherming voor dat merk kan worden verleend. Zulke weigering kan enkel plaats vinden onder de voorwaarden die, krachtens de algemeene Overeenkomst, van toepassing zouden zijn op een ter inschrijving binnenslands neergelegd merk.

De Beheeren moeten die bevoegdheid uitoefenen binnen den termijn bepaald door de wet van hun eigen land, en, uiterlijk, binnen het jaar na de mededeeling voorzien bij artikel 3, onder opgave aan het Internationaal Bureel van de redenen hunner weigering.

De aldus aan het Internationaal Bureel medegedeelde verklaring wordt door dat Bureel onverwijld overgezonden naar het Beheer van het land van herkomst en naar den eigenaar van het merk. De belanghebbende heeft alsdan dezelfde middelen tot verhaal, alsof hij het merk rechtstreeks hadde neergelegd in het land waar bescherming wordt geweigerd.

ARTIKEL 5bis.

Op aanvraag en tegen betaling van een door het reglement tot uitvoering bepaald recht, verstrekt het Internationaal Bureel aan eenieder een afschrift van de meldingen die in het register zijn geschreven omtrent een bepaald merk.

ARTIKEL 6.

De bescherming voortvloeiende uit de inschrijving op het Internationaal Bureel zal gedurende 20 jaren van die inschrijving af gelden, maar zal niet kunnen worden ingeroepen ten behoeve van een merk dat mocht hebben opgehouden de wettelijke bescherming in het land van oorsprong te genieten.

ARTIKEL 7.

De inschrijving zal steeds kunnen worden vernieuwd volgens de voorschriften der artikelen 1 en 5.

Zes maanden vóór het vervallen van den termijn van bescherming, zal het Internationaal Bureel een officieus bericht zenden aan het Beheer van het land van oorsprong en aan den eigenaar van het merk.

ARTIKEL 8.

Het Beheer van het land van herkomst bepaalt naar eigen verkiezing en heft te zijnen voordeele een recht, dat het vordert van den eigenaar van het merk, waarvoor internationale inschrijving wordt verlangd. Aan dat recht wordt een internationaal loon toegevoegd van 100 frank voor het eerste merk en van 50 frank voor elk der volgende merken, die tegelijkertijd door denzelfden eigenaar worden neergelegd. De jaarlijksche opbrengst van dat recht wordt, na afstrek van de gemeenschappelijke kosten waartoe de uitvoering dezer Schikking aanleiding heeft gegeven, door de zorgen van het Internationaal Bureel gelijkelijk verdeeld onder de verdragsluitende landen.

ARTIKEL 8bis.

De eigenaar van een internationaal merk kan altijd aan de bescherming in een of verscheidene der verdragsluitende landen verzaken, door middel van eene verklaring die aan het Beheer van het land van oorsprong van het merk hoeft afgegeven om medegedeeld te worden aan het Internationaal Bureel, dat daarvan kennis geeft aan de landen waarvoor die verzaking geldt.

ARTIKEL 9.

Het Beheer van het land van oorsprong zal aan het Internaal Bureel kennis geven van elke opheffing, doorhaling, afstand, overdracht en andere wijzigingen die zich ten opzichte van den eigendom van het merk zullen voordoen. Het Internationaal Bureel zal deze wijzigingen inschrijven, dezelve mededeelen aan de Beheeren der verdragsluitende landen en terstond in zijn blad bekendmaken.

Op dezelfde wijze zal gehandeld worden zoo de eigenaar van het merk vraagt dat de lijst der voortbrengselen waarvoor het merk geldt ingekort worde.

Indien later een nieuw voortbrengsel op de lijst hoeft bijgevoegd, dan kan zulks enkel geschieden door eene nieuwe neerlegging, te doen overeenkomstig de voorschriften van artikel 3.

De vervanging van een voortbrengsel door een ander wordt gelijkgesteld met eene bijvoeging.

ARTIKEL 9bis.

Wanneer een merk, dat in het internationaal register ingeschreven is, wordt overgemaakt aan eenen persoon die in een ander verdragsluitend land dan het land van herkomst van het merk gevestigd is, wordt die overmaking aan het Internationaal Bureau medegedeeld door het Beheer van dat zelfde land van herkomst. Het Internationaal Bureau schrijft die overmaking in en, nadat het de toestemming heeft bekomen van het Beheer tot hetwelk de nieuwe titularis behoort, deelt het ze aan de andere Beheeren mede en maakt het ze in zijn blad bekend.

Deze bepaling laat de wetsbepalingen van de verdragsluitende landen onveranderd, waarbij overmaking van een merk wordt verboden zonder gelijktijdigen afstand van het nijverheids- of handelsgesticht, welks voortbrengselen het onderscheidt.

Geene overmaking van een in het internationaal register geschreven merk, ten voordeele van eenen persoon die niet in een der onderteekend hebbende landen gevestigd is, wordt ingeschreven.

ARTIKEL 10.

De Beheeren zullen in gemeen overleg de bijzonderheden betreffende de uitvoering van deze schikking regelen.

ARTIKEL 11.

De landen van de Vereeniging tot bescherming van nijverheidseigendom die aan deze schikking geen deel hebben genomen zullen ter aansluiting worden toegelaten op hunne aanvraag en in den vorm voorgeschreven door de algemeene Overeenkomst.

Zoodra aan het Internationaal Bureau zal bericht zijn dat een land of een zijner koloniën tot deze Schikking is toegetreden, zal hetzelfde aan het Beheer van dit land, overeenkomstig artikel 3, in eens kennis geven van alle merken die op dat oogenblik de internationale bescherming genieten.

Die kennisgeving zal op zichzelf voldoende zijn om aan gezegde merken het voordeel der vooraangaande bepalingen op het grondgebied van het toegetreden land te verzekeren en om den termijn van een jaar te doen aanvangen, gedurende welken het betrokken Beheer gebruik kan maken van de bij artikel 3 vermelde bevoegdheid.

ARTIKEL 12.

Deze schikking zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen uiterlijk op 1 April 1913 te Washington worden neergelegd.

Zij zal in werking treden eene maand na het vervallen van dien termijn en zal dezelfde kracht en denzelfden duur hebben als de algemeene Overeenkomst.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze Schikking hebben onderteekend.

Gedaan te Washington, in een enkel exemplaar, den tweeden Juni 1911.

Voor Oostenrijk Onderteevend : L. baron DE HENGELMULLER,
en voor Hongarije : Ambassadeur van Oostenrijk-
Hongarije.

Voor Oostenrijk : » Dr PAUL, chevalier BECK de MAN-
NAGETTA et LERCHENAU, Sec-
tie-overste en Voorzitter van den
K. K. Dienst der uitvindings-
brevetten.

Voor Hongarije : » **ELEMÉR DE POMPÉRY**, Ministeriel Raadsheer bij den Hongaarschen Koninklijken dienst der uitvindingsbrevetten.

Voor België : „ J. BRUNET,
„ GEORGES DE RO,
„ CAPITAINE.

Voor Brazilië : » L. DE LIMA E SILVA.

Voor Cuba : » ANTONIO MARTIN RIVERA.

Voor Spanje : „ JUAN RIANO Y GAYANGOS,
J. FLOREZ POSADA.

Voor Frankrijk : „ PIERRE LEFÈVRE-PONTALI S,
G. BRETON,
MICHEL PELLETIER,
GEORGES MAILLARD.

Voor Italië :	»	LAZZARO NEGROTTO CAMBIASO,
	»	EMILIO VENEZIAN,
	»	G.-B. CECCATO.

Voor Mexico : „ Y. DE LAS FUENTES.

Voor Nederland : „ SNYDER VAN WISSENKERKE.

